John Carter Brown.

76:

Sabin 58223

342

# LETTRE

## ADRESSÉE A L'ABBÉ RAYNAL,

### *SUR LES AFFAIRES*

### DE L'AMERIQUE SEPTENTRIONALE.

RPJ

67 61

# LETTRE

## ADRESSÉE A L'ABBÉ RAYNAL,

*SUR LES AFFAIRES*

## DE L'AMERIQUE SEPTENTRIONALE,

Où l'on releve les erreurs dans lesquelles cet Auteur eſt tombé, en rendant compte de la Révolution d'Amérique.

*Traduite de l'Anglois de M.* THOMAS PAYNE, *M. A. de l'Univerſité de Penſilvanie, auteur du Pamphlet intitulé* : le Sens commun & autres Ouvrages. *PHILADELPHIE.* 1782.

HUMBOLDT UNIVERSITÄT ZU BERLIN

1783.

RPJCB

# INTRODUCTION.

ON a réimprimé à Philadelphie, & dans d'autres parties du Continent, une Traduction faite à Londres d'un Ouvrage original écrit en François par l'Abbé Raynal, dans lequel il traite de la révolution de l'Amérique ſeptentrionale. Cet Auteur, à raiſon de la grande diſtance où il ſe trouvoit placé du théâtre de la guerre & du centre de la politique Américaine, s'étant ſouvent trompé, non-ſeulement dans l'expoſition des faits, mais encore dans l'interprétation des cauſes & des principes qui les produiſirent; on publie le Traité ſuivant, dans la vue de relever des erreurs qui, bien qu'accidentelles, ne doivent jamais altérer la vérité de l'Hiſtoire, & que le temps & le ſilence pourroient conſacrer.

L'Editeur de Londres a intitulé l'ouvrage qu'il publie : *la Révolution de l'Amérique, par l'Abbé Raynal*, & les Imprimeurs Américains ont ſuivi cet exemple. Mais j'ai penſé, & je ne crois pas m'être trompé dans mes conjectures, que ce morceau, qui ſeroit mieux inti-

tulé Réflexions ſur la Révolution, avoit été dérobé à l'Imprimeur de l'Abbé Raynal, ou extrait frauduleuſement de ſon propre manuſcrit ; & qu'il faiſoit partie d'un Ouvrage plus conſidérable, alors ſous preſſe, ou deſtiné à l'impreſſion. L'Auteur du vol paroît avoir été un Anglois, & quoique dans une préface qui précéde l'édition de Londres, il ſe ſoit efforcé d'excuſer & d'adoucir cette infidélité par des proteſtations de patriotiſme, & par les louanges qu'il prodigue à l'Auteur ; ſon action, ſous quelque point de vue qu'on la conſidère, n'en eſt pas moins injuſte & impardonnable.

« Dans le cours de ſes voyages, dit-il, le Tra-
» ducteur fut aſſez heureux pour ſe procurer une
» copie de cet excellent morceau, qui n'avoit
» point encore été imprimé ; il publie en même
» temps une édition du texte françois en faveur
» de ceux qui entendent le François, & qui ſen-
» tiront mieux la force des raiſonnemens de
» l'Auteur dans ſa langue naturelle, & la Traduc-
» tion Angloiſe de ce même texte, dans laquelle
» il s'eſt efforcé, peut-être en vain, de faire paſ-
» ſer une partie de la chaleur, de la grace, de la
» force & de la dignité de l'original. Il ſe flate
» que l'illuſtre Hiſtorien ne refuſera pas ſon in-

» dulgence à un homme qui, de ſon propre mou-
» vement, a pris la liberté de donner cet Ou-
» vrage au Public ; ſeulement d'après la forte
» perſuaſion où il étoit, que par la ſolidité des
» argumens, ce même Ouvrage pouvoit être de
» la plus grande utilité dans une conjoncture
» critique, à ce pays, qu'il aime avec une ardeur
» que rien ne peut ſurpaſſer ; ſi ce n'eſt la flamme
» encore plus noble dont brûle l'Auteur, ami
» des hommes, pour le bonheur & la liberté de
» toutes les Nations de la terre ».

Cet art d'excuſer une action malhonnête, peut paſſer pour du patriotiſme, aux yeux de ceux qui n'y ont point d'intérêt, & dont le bonheur ne ſe trouve point compromis dans les ſuites ; mais il eſt plus que probable, nonobſtant les déclarations que contient cette copie, qu'on ſe la procura ſeulement dans la vue de tirer quelque profit de la vente d'un nouvel ouvrage, intéreſſant pour toute la Nation, & que les proteſtations de l'Editeur ne ſont qu'un moyen de pallier une infidélité.

Il eſt à propos de remarquer ici que, dans tous les pays où la littérature eſt protégée, & elle ne ſauroit fleurir ailleurs ; les Ouvrages d'un Auteur doivent être conſidérés comme

une propriété légale. Toute autre manière d'agir écarteroit ſans retour les Gens de Lettres, & l'art ſeroit étouffé dans ſon berceau. L'infidélité commiſe à l'égard de l'Abbé Raynal, étant pour ainſi dire un délit de Nation à Nation, ne décèle, à la vérité, aucun vice de police intérieure; mais elle n'en eſt pas moins un attentat contre les bonnes mœurs & la juſtice, & l'état de guerre entre les Nations ne ſauroit excuſer ces déprédations littéraires. (1)

---

(1) L'état de la Littérature en Amérique peut devenir un jour un objet d'attention ſérieuſe pour la Légiſlation. Juſqu'ici nos Hommes de Lettres ont écrit ſans intérêt & ſans autre but que de ſervir la révolution; mais quand une paix ſolide nous aura donné du loiſir & des facilités pour l'étude, la Nation ſe priveroit elle-même & de la gloire & des autres avantages que peuvent procurer les Lettres & les Sciences, en négligeant de prévenir par de ſages Loix les abus relatifs à la propriété Littéraire. Il eſt bon de remarquer que la Ruſſie, qui n'eſt guères connue en Europe que depuis quelques années, doit une bonne partie de ſa grandeur préſente à l'attention avec laquelle le Gouvernement y a encouragé chaque branche de Littérature & de Science; & la France, ſous le règne de Louis XIV, nous fournit à-peu-près un exemple de la même eſpèce.

Au reſte, la perte à laquelle l'Abbé Raynal ſe trouve expoſé par la publication anticipée des éditions de Londres, en François & en Anglois, qui le prive non-ſeulement du fruit de ſon travail, mais qui peut faire encore retomber ſur lui les frais de ſa propre édition, n'eſt que la moindre partie du tort que peut lui cauſer une ſemblable conduite. Les opinions d'un homme, ſoit qu'il les ait ou ne les ait pas encore rédigées par écrit, lui appartiennent excluſivement, juſqu'à ce qu'il lui plaiſe de les publier lui-même; & c'eſt ajouter la cruauté à l'injuſtice, de le forcer à s'avouer l'Auteur de choſes, que des réflexions nouvelles, ou de meilleures informations, auroient pu lui donner occaſion de ſupprimer ou de corriger. J'avoue que j'ai trouvé dans l'Ouvrage de l'Abbé Raynal, des déclarations & des ſentimens que je ne m'attendois pas à y rencontrer; un plus mur examen l'auroit peut-être porté à les changer; le vol qui le prive de ſon Manuſcrit lui en ôte les moyens, & il ſe trouve engagé, par les ſuites d'une avarice étrangère, dans des difficultés qu'il auroit peut-être évitées.

Cette mode de publier avant le temps les

Ouvrages d'un Auteur, paroîtra toujours plus injuſte, ſi l'on conſidère combien il y a peu d'hommes, dans quelque pays que ce ſoit, qui puiſſent du premier jet, & ſans le ſecours de la réflexion & des examens multipliés, combiner la chaleur des paſſions avac le ſang-froid de la modération, le luxe de l'imagination avec la gravité du jugement, dans un dégré aſſez juſte, pour que toutes ces choſes, ſe balançant l'une & l'autre & ne ſe nuiſant jamais, le Lecteur puiſſe à la fois comprendre, imaginer & ſentir. C'eſt un talent bien rare que celui d'exercer en même-temps trois facultés de l'ame, de manière qu'aucune d'elles n'affoibliſſant les autres, toutes concourent à la perfection de leurs effets mutuels.

Il arrive ſouvent que la ſolidité d'un raiſonnement ſe perd dans les ſaillies d'un eſprit ambitieux de briller. Souvent, les paſſions irritées mal-à-propos peuvent altérer la droiture naturelle du jugement; & cependant un Auteur doit éprouver lui-même, & faire éprouver à ſon Lecteur un certain degré de chaleur, ſans lequel l'attention ne peut être excitée; il doit éveiller aſſez l'imagination, pour la rendre capable de peindre à l'eſprit les perſonnes, les

caractères & les circonſtances compriſes dans ſon ſujet; ſans quoi le jugement n'y trouvant point d'attrait, ne donnera que des réſultats lents, froids & imparfaits. Mais ſi l'imagination s'emporte, ſi les paſſions trop exaltées dérangent & troublent les opérations du jugement; alors le ſujet, quelqu'important qu'il ſoit en lui-même, dégénère en un jeu d'eſprit; dans lequel un Auteur ne peut ſe propoſer d'autre but que d'amuſer un moment par la diverſité des images.

Les Ouvrages de l'Abbé Raynal portent plus que d'autres l'empreinte de cette étendue de penſée, & de cette rapidité de ſenſation, qui exigent particulièrement de la part d'un Auteur les examens & les retours les plus ſoignés; ſur-tout s'il exerce ces diſpoſitions ſur les caractères des individus & des peuples actuellement en état de guerre. Le moindre fait mal compris & mal repréſenté conduit à quelque fauſſe concluſion; une ſeule erreur accréditée peut devenir la ſource d'une foule d'erreurs. Cependant, comme l'Abbé Raynal a éprouvé quelques déſagrémens en France, pour avoir mal établi certaines circonſtances de la guerre, on peint de fauſſes couleurs les caractères de

ceux qui y ont eu part ; ce ſera pour lui une eſpèce d'apologie, de faire connoître que ces choſes n'ont été répandues dans le monde que par l'avarice d'un lâche ennemi.

LETTRE

# LETTRE

*Adreſſée à l'Abbé* RAYNAL, *ſur les Affaires de l'Amérique Septentrionale.*

JE devrois peut-être à un Auteur d'une réputation auſſi diſtinguée que l'Abbé Raynal, une eſpèce d'apologie pour l'entrepriſe que je forme; mais, comme *avoir raiſon*, eſt le premier ſouhait de la philoſophie & le premier principe de l'Hiſtoire, j'eſpère qu'il ſe contentera d'une déclaration pure & ſimple de mes motifs, qui ne ſont que l'amour de la juſtice, & qu'il la préférera de ma part à tous les complimens que je pourrois lui faire à ce ſujet.—L'Abbé Raynal, dans le cours de ſon Ouvrage, a ſouvent exalté ſans raiſon, & blâmé ſans cauſe : il a célébré des choſes qui ne devoient pas l'être, & s'eſt tû ſur celles qui méritoient de juſtes éloges : en un mot, il change ſi ſouvent de diſpoſition ſur les faits & les perſonnes, qu'il n'en a peint

qu'un très-petit nombre, ou peut-être aucuns, de traits fixes & marqués.

Il eſt encore trop tôt pour écrire l'Hiſtoire de la Révolution. Quiconque fera cette tentative avant le temps, ſe trompera néceſſairement ſur les caractères & les circonſtances, & s'engagera de gaieté de cœur dans l'erreur & les difficultés. Il en eſt des choſes comme des hommes, on les pénètre rarement à la première vue. L'Abbé Raynal ſe trompe dès les fondemens de ſon Ouvrage : il a mal compris & mal établi les cauſes qui produiſirent la rupture entre l'Angleterre & les Colonies, & qui amenèrent par dégrés, & ſans projet antérieur de la part de l'Amérique, une révolution qui a fixé l'attention de l'Europe entière & influé ſur ſes intérêts.

Pour prouver ce que j'avance, je rapporterai un paſſage de l'Abbé Raynal, qui, quoique placé vers la fin de ſon Ouvrage, a cependant un rapport plus direct avec le commencement, & dans lequel, en parlant de la cauſe primitive de la diſpute, il s'exprime ainſi.....

« De toutes les cauſes énergiques qui pro-
» duiſirent tant de révolutions ſur le globe,
» aucune n'exiſtoit dans le nord de l'Amérique.

» Ni la Religion ni les Loix n'y avoient été ou-
» tragées. Le ſang des Martyrs ou des Citoyens
» n'y avoit pas ruiſſelé ſur les échafauds. On
» n'y avoit pas inſulté aux mœurs. Les ma-
» nières, les uſages, aucuns des objets chers
» aux Peuples n'y avoient été livrés au ridicule.
» Le pouvoir arbitraire n'y avoit arraché aucun
» habitant du ſein de ſa famille ou de ſes amis,
» pour le traîner dans les horreurs d'un cachot.
» L'ordre public n'y avoit pas été interverti.
» Les principes de l'adminiſtration n'y avoient
» pas été changés; & les maximes du Gouver-
» nement y étoient toujours reſtées les mêmes.
» Tout ſe réduiſoit à ſçavoir ſi la Métropole
» avoit ou n'avoit pas le droit de mettre direc-
» tement ou indirectement un léger impôt ſur
» les Colonies. »

Il ne ſera pas hors de propos de remarquer généralement ſur ce paſſage extraordinaire, qu'il n'y a que ceux qui ſouffrent qui puiſſent comprendre parfaitement ce qu'ils ſouffrent; & que pour être juge des cauſes qui ont produit la révolution, cauſes que l'Abbé Raynal appelle énergiques, il faut avoir réſidé en Amérique.

Il dit bien, à la vérité, que les différentes cauſes qu'il détaille n'exiſtoient pas en Amé-

rique ; mais comme il oublie d'indiquer la portion de temps dans laquelle il dit qu'elles n'exiſtoient pas, il réduit ſa déclaration à rien par cette négligence, & détruit toute la ſignification du paſſage cité.

Elles n'exiſtoient point en 1763, & elles exiſtoient avant 1776 ; par conſéquent comme il y a eu un temps dans lequel elles exiſtoient, & un autre dans lequel elles n'exiſtoient pas, ce temps dans lequel elles exiſtoient, conſtitue l'eſſence du fait ; & ne pas le déterminer, c'eſt ôter le ſeul moyen qu'on puiſſe avoir de juger de la juſteſſe ou de la fauſſeté de l'aſſertion : ainſi la déclaration de l'Abbé Raynal, telle qu'elle ſe préſente, & ſans aucune indication de temps, ſeroit propre à perſuader que la révolution n'a point eu de cauſes réelles, puiſqu'il nie l'exiſtence de toutes celles qui pourroient la juſtifier, & qu'il appelle cauſes énergiques. J'avoue que je me trouve moi-même d'autant plus embarraſſé pour déterminer ce temps auquel l'Abbé Raynal fait alluſion, que dans une autre partie de ſon Ouvrage, en parlant de l'acte du timbre qui fut paſſé en 1764, il l'appelle « *une uſurpation des droits les plus ſacrés & les plus précieux des Américains*, » & par conſéquent,

il avoue que la plus énergique de toutes les cauſes, c'eſt-à-dire, *une uſurpation des droits les plus précieux & les plus ſacrés*, exiſtoit en Amérique douze ans avant la déclaration de l'indépendance, & dix ans avant le commencement des hoſtilités. Ce temps indiqué dans le paſſage cité doit avoir été antérieur à l'acte du timbre, & comme alors il n'y avoit point de révolution, & qu'on ne penſoit pas même qu'il pût y en avoir une, dans ce premier cas il ne ſignifie abſolument rien : d'un autre côté, ſuivant le principe de l'Abbé Raynal, ce même paſſage ne peut ſe rapporter à aucun temps *après* l'acte du timbre ; ce n'eſt donc là qu'un paragraphe iſolé, qui n'a de liaiſon directe avec aucune des parties de l'Ouvrage, & qui les contredit toutes.

A la vérité, l'acte du timbre fut révoqué deux ans après qu'il eut été paſſé ; mais il ne tarda pas à être ſuivi d'un autre acte d'une bien plus grande importance, & ſuſceptible de conſéquences bien plus dangereuſes ; je veux parler de l'acte déclaratoire, qui, ſuivant ſon titre, attribuoit au Parlement d'Angleterre *le droit de lier l'Amérique dans tous les cas quelconques.*

Si l'acte du timbre étoit une uſurpation des droits les plus précieux & les plus ſacrés des Américains, l'acte déclaratoire ne leur en laiſſoit plus aucuns ; il contenoit les ſemences toutes développées du Gouvernement le plus deſpotique qui fût jamais exercé dans le monde : il plaçoit l'Amérique dans l'état du plus vil aſſerviſſement, car il demandoit une ſoumiſſion abſolue dans chaque choſe, ou, comme l'acte le porte, *dans tous les cas quelconques* ; & ce qui contribuoit à le rendre encore plus offenſant, c'eſt qu'il paroiſſoit avoir été paſſé comme un acte de clémence : c'eſt ici qu'on peut s'écrier avec vérité, *que la pitié du méchant eſt cruelle.*

Cet acte ébranloit dans leurs fondemens les Chartres primitives de la Couronne d'Angleterre, ſur la foi deſquelles les Emigrans de l'ancien Monde s'établirent dans le nouveau ; car au mépris de la nature de ces Chartres, qui, étant celle d'un Traité, ſuppoſoit un concours, il les ſoumettoit au caprice d'une des Parties, qui, ſans conſulter l'autre, pouvoit déſormais les altérer ou les anéantir à ſon gré ; & par-là l'état de l'Amérique ſe trouvoit en entier entre les mains du Parlement & du Miniſtère, ſans

qu'il lui reſtât le moindre droit dans aucun cas quelconque.

Il n'y a point d'acte de deſpotiſme auquel cette loi inique ne pût s'étendre ; & quoique dans les applications particulières on pût être forcé quelquefois de s'accommoder aux mœurs & aux habitudes locales, le principe fondamental n'en légitimoit pas moins toute eſpèce de tyrannie : il ne s'arrêtoit nulle part, il embraſſoit dans ſon étendue la vie entière de l'homme ; &, ſi je puis m'exprimer de la ſorte, une éternité de circonſtances. Toute loi demande obéiſſance, celle-ci demandoit ſervitude, & ſous ſon influence la condition d'un Américain n'eût plus été celle d'un Sujet, mais celle d'un eſclave. La tyrannie s'eſt ſouvent établie *ſans les Loix*, & quelquefois même *en dépit des Loix* ; mais l'Hiſtoire du Monde ne fourniroit pas un autre exemple des efforts qu'elle a faits pour s'établir *par leurs ſecours* : c'eſt un outrage ſanglant au Gouvernement civil, & contre lequel on ne ſçauroit trop s'élever.

On ne pouvoit plus dire alors que l'Angleterre faiſoit des loix pour l'Amérique, mais bien qu'elle lui donnoit des ordres ; car en quoi différoit en effet des violences d'un gouvernement

militaire, un acte du Parlement conſtruit ſur un principe dont il étoit ſi facile d'abuſer contre un Peuple qui n'a point de repréſentans dans le Parlement?

Le Parlement d'Angleterre n'étoit plus, par rapport à l'Amérique, ce Corps qui ſe renouvelle tous les ſept ans. C'étoit en effet pour elle *un Corps perpétuellement exiſtant*. Son élection ou ſon expiration lui devenoient indifférentes. Que ſes Membres ſe ſuccédaſſent par droit d'héritage; qu'ils ne quittaſſent leur place qu'avec la vie; qu'ils fuſſent immortels ou qu'on leur confiât ſeulement pour quelque-temps l'exercice d'une autorité paſſagère; tout cela ne lui importoit plus. Pour que les Peuples de l'Angleterre ſe faſſent une juſte idée des diſpoſitions de l'Amérique par rapport à cet acte extraordinaire; qu'ils ſuppoſent un moment que toute élection & toute expiration ſe trouvant ſuſpendue, l'autorité du Parlement ſe perpétue dans chacun de ſes Membres par une ſucceſſion continuelle, & je demande quelles clameurs n'exciteroit pas alors la propoſition d'un acte tendant à aſſurer à ce *même Parlement* le droit de les lier *dans tous les cas quelconques*, car ce mot *quelconques* pourroit s'étendre en effet à

leur *grande Chartre*, *au Bill des droits*, *à l'épreuve par les Jurés*, comme il s'eſt étendu aux chartres & aux formes du gouvernement en Amérique.

Je ſuis perſuadé que l'Auteur, auquel j'adreſſe ces remarques, ne dira plus après cela, « que » les *principes* de l'adminiſtration n'avoient point » *changé* en Amérique, & que les maximes du gouvernement y étoient *toujours reſtées les mêmes*. Car ici, le principe entraînoit non-ſeulement la ruine totale des maximes & des principes reçus, mais encore l'anéantiſſement des fondemens de la liberté, ſur les débris de laquelle il établiſſoit le pouvoir abſolu.

L'Abbé Raynal ne ſe trompe pas moins groſſièrement quand il poſe en fait, « que *tout* ſe réduiſoit à ſavoir ſi la Métropole avoit ou » n'avoit pas le droit de mettre directement ou indirectement un *léger* impôt ſur les Colonies. Certainement, ſoit aux yeux du Miniſtère Britannique, ſoit aux yeux des Américains, *ce n'étoit pas là toute la queſtion ;* on ne penſoit pas même au montant de l'impôt; mais l'Amérique s'oppoſoit à l'établiſſement d'un principe, dont la taxe & le montant de la taxe n'étoient que de légères conſéquences.

La taxe ſur le thé dont il eſt ici queſtion,

n'étoit en effet qu'une expérience hazardée pour ſervir enſuite de prétexte à la pratique illimitée de la loi déclaratoire, qui ſe préſentoit ainſi, comme déguiſée ſous la formule plus uſitée *de la ſuprématie univerſelle du Parlement ;* car juſqu'alors cette loi étoit reſtée ſans effet, & ſes Auteurs s'étoient contentés d'en parler comme d'une opinion.

Ainſi, dès le commencement de la diſpute, *toute* la queſtion par rapport à l'Amérique étoit en effet renfermée dans cette phraſe ; ſerons-nous liés dans tous les cas quelconques par le Parlement d'Angleterre, ou ne le ſerons-nous pas ? La ſoumiſſion à l'acte du thé entraînoit la reconnoiſſance de l'acte déclaratoire, ou, en d'autres termes, de la ſuprématie univerſelle du Parlement ; prétentions contre leſquelles les Américains s'élèveront toujours, & auxquelles il étoit néceſſaire qu'ils s'oppoſaſſent dès les premiers pas.

Il eſt probable que l'Abbé Raynal eſt tombé dans cette première erreur pour avoir lu quelques morceaux détachés dans les gazettes Américaines ; dans un cas où tout un Peuple eſt intéreſſé, chaque individu a le droit de donner ſon opinion ; & combien n'y a-t-il pas d'hommes

qui quoiqu'ayant les meilleures intentions du monde, ne ſavent cependant, ni connoître ni choiſir les moyens de ſe défendre? Ils ſentent confuſément la bonté de leur cauſe, ſans être capables d'en diſcuter & d'en préſenter les raiſons.

Je ne veux pas examiner trop minutieuſement ce paſſage extraordinaire de l'Abbé Raynal, de peur qu'on ne m'accuſe de le traiter avec rigueur; autrement je pourrois montrer qu'il ne contient pas une ſeule aſſertion qui ſoit fondée. Par exemple, le renouvellement d'un acte oublié du règne d'Henri VIII, en vertu duquel on pouvoit déſormais ſaiſir en Amérique & conduire en Angleterre pour y être empriſonné & jugé, tout particulier légèrement ſoupçonné; ce renouvellement, dis-je, qui précéda de quelques années les premières hoſtilités, n'étoit-il pas en effet une contradiction manifeſte de ces paroles de l'Abbé Raynal « le » pouvoir arbitraire n'y avoit (en Amérique) » arraché aucun habitant du ſein de ſa fa» mille & de ſes amis pour le traîner dans les » horreurs d'un cachot? » Et de plus, quoique le ſang des Martyrs & des Patriotes n'eût pas ruiſſelé ſur les échafauds, il avoit coulé dans les rues lors du maſſacre des Habi-

tans de Boſton en 1770, par la Soldateſque Angloiſe.

L'Abbé Raynal auroit eu raiſon de dire que les cauſes qui produiſirent la révolution en Amérique, différoient dans leur origine de celles qui ont produit des révolutions dans d'autres parties du globe. Les Américains connoiſſoient le prix & la nature de la liberté, celle du gouvernement, la dignité de l'homme; & la révolution fut une ſuite naturelle & preſque inévitable de leur attachement à ces principes. Ils n'avoient aucune famille particulière à abbattre ou à élever; la nobleſſe de leur cauſe n'étoit point déshonorée par les inimitiés perſonnelles, ils s'élevèrent tous d'un commun accord, ne briſant leur chaîne que par dégrés; & comme proportionnant leurs efforts aux redoublemens d'injuſtice & d'inflèxibilité qu'ils éprouvoient de la part de l'Angleterre. Peu s'en fallut même que cette modération ne leur devînt funeſte, & que la déclaration de leur indépendance ne fût un acte tardif & ſans effet; & dans le fond, ſi cette démarche n'eût pas été faite au tems même où elle le fut, je ne vois pas que dans le cours des affaires qui ſuivirent, ils euſſent pu trouver le moment de la placer avec

le même ſuccès, ou même avec la moindre apparence de ſuccès.

Mais la déclaration ayant eu lieu, avant les revers de fortune qu'ils devoient éprouver, c'eſt-à-dire, avant les opérations de la funeſte campagne de 1776 ; leur honneur, leur intérêt, tout leur faiſoit une loi de la ſoutenir ; & cette vigueur de ſentiment & de penſée, que la liberté ſeule peut donner à ceux mêmes qui ne la voient encore que dans l'éloignement, ranima leur confiance, & ſut leur inſpirer un courage dans l'état de dépendance auquel ils n'auroient jamais pu s'élever. Ils enviſagèrent dans l'avenir des ſcènes de bonheur & des jours de repos, & l'eſpoir d'établir leur nouveau ſyſtême, adoucit pour eux les peines & les difficultés de la guerre.

Si nous examinons d'un autre côté le rôle qu'a joué l'Angleterre, nous n'y trouverons pour elle que des ſujets de honte. Elle prodiguoit les plus mauvais traitemens, avec cette eſpèce de hauteur qui diſtingue toujours la groſſièreté du Plébéien d'avec l'urbanité de l'homme du monde ; & ce fut autant par ſes procédés que par ſon injuſtice qu'elle perdit enfin les Colonies. L'injuſtice réveilla les principes, les

outrages répétés épuisèrent la modération ; & cet exemple doit apprendre à jamais au monde combien les ménagemens ſont néceſſaires dans la conduite des affaires du Gouvernement. En un mot, d'autres révolutions ont eu leur ſource dans le caprice & l'ambition ; celle-ci dans le déſeſpoir de l'innocence humiliée ; & nous avons marqué de notre ſang & de nos larmes l'enfance de notre établiſſement.

Une aſſociation auſſi étendue, auſſi vigoureuſe, & dont les Membres ſupportoient leurs pertes avec patience & ſans ſe laiſſer jamais aller au découragement, ne put ſans doute avoir une origine ordinaire ; il dût y avoir dans la cauſe qui la produiſit une force capable de s'emparer de l'ame entière de l'homme, & de lui communiquer une énergie continuelle. On examineroit envain les révolutions de l'antiquité pour expliquer par comparaiſon les cauſes de celle-ci, l'origine, les progrès, l'objet, les conſéquences, toutes les circonſtances qui tiennent au climat, les hommes même & leur façon de penſer; tout eſt entièrement différent. Les révolutions des autres Peuples ne ſont guères en général que l'hiſtoire de leurs querelles. Confondues dans la maſſe commune des événemens, aucune

d'elles ne porte un caractère qui la distingue des autres ; c'est toujours le Chef du parti le plus heureux qui s'empare du pouvoir, tandis que la multitude dépouillée pleure & gémit à ses pieds. Peu, ou très-peu de ces révolutions ont été accompagnées de réformes, soit dans le Gouvernement, soit dans les mœurs, & presque toutes l'ont été de la plus extrême corruption. Ces temps barbares n'étoient marqués que par des triomphes & des calamités, il semble qu'alors les hommes ne pussent s'occuper que de châtimens, de tortures & de mort, jusqu'à ce qu'enfin la pitié s'émut dans ces cœurs farouches, & parvint à les plier à la douceur de ses impressions.

Comme la révolution actuelle différoit par ses principes de celles qui l'ont précédée, la conduite de l'Amérique différoit aussi de celle des autres Peuples, soit dans le Gouvernement, soit dans la guerre. Elle n'a point jusqu'ici souillé sa gloire par des bassesses, ni déshonoré sa fortune par des vengeances ; ses victoires, au contraire, ont été relevées par la douceur ; & souvent la clémence a désarmé la juste rigueur de ses loix. Le métier de la guerre, qui semble être pour le reste du monde une affaire de choix,

fut pour elle une néceſſité ; & quand la néceſſité finira, ſes ennemis mêmes avoueront qu'après avoir avoir tiré l'épée pour ſa juſte défenſe, elle s'en eſt ſervie ſans cruauté, & l'a dépoſée ſans peine.

Comme mon intention n'eſt pas de donner à ces remarques l'étendue d'une hiſtoire, je terminerai ſur ce paſſage de l'Abbé Raynal par une ſeule obſervation, de la vérité de laquelle je ne puis m'empêcher de reſter convaincu juſqu'à ce qu'il ſe préſente quelque raiſon capable de me faire changer de penſée. J'oſerai donc dire que le Cabinet Anglois étoit fermement décidé à ſe brouiller avec l'Amérique dans tous les cas, & quoi qu'il en pût arriver.

Les Membres qui le compoſent ne doutoient pas du ſuccès de leurs prétentions s'ils pouvoient une fois le faire dépendre des ſuites d'une bataille ; ils eſpéroient obtenir par la conquête ce qu'ils ne pouvoient ſe promettre de la négociation ; ce qu'ils ne pouvoient même propoſer avec décence ; les Chartres & les Conſtitutions fondamentales des Colonies les offenſoient ; ils voyoient avec peine les progrès de nos richeſſes & de notre population, qu'ils regardoient comme des moyens naturels d'indépendance.

pendance. Ils crurent, après nous avoir mis ſous le joug, ne pouvoir nous y retenir qu'en nous accablant. Une conquête les rendoit Seigneurs & Fermiers, & les mettoit en poſſeſſion à la fois du fonds & de la rente. Une victoire pouvoit faire ceſſer tous les troubles du Gouvernement, & mettre fin aux remontrances & aux débats. L'acte du timbre leur avoit appris à engager la querelle avec avantage; ils n'avoient qu'à renouveller la ſcène & à donner la première impulſion. Ils eſpéroient une révolte, ils l'excitèrent; ils s'attendoient à la déclaration de l'indépendance, leur eſpoir ne fut pas trompé; mais ſur-tout ils ſe promettoient une victoire, & ne rencontrèrent que la honte d'une défaite.

Si l'on conſidère ces vues de la part des Miniſtres Britanniques, comme la cauſe primitive de la diſpute, on reconnoîtra que depuis les premiers troubles juſqu'à la ſignature du Traité de Paris, ils y ont parfaitement conformé chaque partie de leur conduite; après quoi, la conquête devenant douteuſe, ils prirent le parti de recourir à la négociation, & leur eſpérance fut encore déçue.

Au reſte, ce ne ſont pas là les ſeuls reproches qu'on ait à faire à M. l'Abbé Raynal;

quoiqu'il poſsède & déploie de grands talens ; quoiqu'il ſe pique ſur-tout de connoître toutes les reſſources du ſtyle & toutes les fineſſes du langage ; il ne paroît pas également ſcrupuleux ſur les devoirs d'un Hiſtorien. Il établit ſes faits avec froideur & négligence, ſans inſtruction, ſans intérêt pour le Lecteur ; beaucoup ſont erronés ; beaucoup d'autres ſont obſcurs & défectueux. Les réflexions & les maximes ſont ſans doute un ornement utile à l'hiſtoire. Elles produiſent une agréable variété de ſtyle & d'expreſſion ; mais il eſt néceſſaire d'en examiner attentivement les principes ; & l'on pourroit croire que l'Abbé Raynal a trop dédaigné ces ſoins. Il précipite ſa narration en homme qui brûle d'être débarraſſé d'une tâche faſtidieuſe ; on ſent qu'il lui tarde de s'exercer dans le champ plus vaſte de l'éloquence & de l'imagination.

Il renferme dans un ſeul paragraphe, vuide de circonſtances, dépourvu d'ailleurs de vie & de couleur, les actions de Trenton & de Princeton, qui ſe paſsèrent en Décembre 1776, & au mois de Janvier ſuivant, dans la nouvelle Jerſey ; actions déciſives, d'où dépendit pour un temps le ſort de l'Amérique ; & qui furent ſuivies des conſéquences les plus importantes.

« Le 25 Décembre, elles (les Troupes Amé-
» ricaines) traverſent la Delaware, & fondent
» *inopinément* ſur Trenton, occupé par quinze
» cens des douze mille Heſſois ſi lâchement ven-
» dus à la Grande Bretagne par leur avare
» maître. Ce corps eſt *maſſacré*, pris ou diſ-
» perſé tout entier. Huit jours après, trois Régi-
» mens Anglois ſont également chaſſés de Prince-
» ton; mais après avoir mieux ſoutenu leur réputa-
» tion que les Troupes étrangères à leur ſolde ».

Voilà tout le compte qu'il rend de ces événemens intéreſſans. Ce paragraphe eſt précédé de deux ou trois pages, ſur les opérations militaires des deux armées, depuis l'arrivée du Général Howe d'Hallifax, devant New-Yorck; & la réception des nouveaux renforts de Troupes Angloiſes & étrangères que le Lord Howe lui emmena d'Europe; mais cet abrégé contient tant d'erreurs & d'omiſſions, qu'il ſeroit trop long de les relever dans une Lettre; c'eſt un ſoin qui convient mieux à l'Hiſtoire. Il indique à peine l'action de Long-Iſland, & ſe tait entièrement ſur les opérations des Plaines Blanches. Il garde le même ſilence ſur l'attaque & la priſe du fort Washington, défendu par une garniſon d'environ deux mille cinq cens hom-

mes ; & ſur l'évacuation précipitée du fort Lée, en conſéquence de cette perte ; malheurs qui causèrent en grande partie la retraite vers la Delaware, au travers des Jerſey, à une diſtance d'environ quatre-vingt-dix mille. Il ne donne pas même les plus légers détails ſur cette retraite, qui dut être néceſſairement accompagnée de circonſtances intéreſſantes, eu égard à la ſaiſon, à la nature du Pays, & au voiſinage des deux armées; qui dans un trajet auſſi long, ſe trouvèrent ſouvent à la portée de la vue & du canon ; l'une employant ſon arrière-garde à rompre les ponts, tandis que l'avant-garde de l'autre s'occupoit à les réparer.

Jamais danger ne fut plus éminent, il y avoit tout à craindre, & preſque rien à eſpérer. Aucune deſcription ne peut repréſenter avec fidélité ces momens critiques, ceux-mêmes qui jouerènt un rôle dans ces terribles ſcènes ne reportent la vue ſur le paſſé qu'avec une ſurpriſe mêlée de crainte, s'étonnant de ce qu'ils firent, & ne pouvant concevoir d'où leur vint cette énergie victorieuſe avec laquelle ils réſiſtèrent à leurs malheurs.

On s'attendoit que le temps pour lequel l'armée étoit enrôlée, ſuffiroit pour prolonger la campagne aſſez avant dans l'hiver,

& qu'en conſéquence, la rigueur de la ſaiſon & l'état des chemins, pourroient empêcher l'ennemi d'entreprendre aucune opération importante juſqu'à ce qu'on eût pu raſſembler de nouvelles troupes; & je remarque ici, comme une choſe digne d'attention de la part des Hiſtoriens à venir, que les Américains dans tous les mouvemens qu'ils firent juſqu'à l'attaque du poſte des Heſſois à Trenton, ne ſe proposèrent d'autre but que de tirer les choſes en longueur, & de terminer le moins malheureuſement poſſible, une campagne entrepriſe avec tous les déſavantages de l'infériorité.

Cependant, la garniſon du fort Washington fut faite priſonnière le 16 de Novembre; le tems de ſervice d'une partie de l'armée expira le 30 du même mois; & la même cauſe diminuant chaque jour le nombre de ceux qui reſtoient, la retraite devint enfin leur dernière reſſource. Il faut ajouter à ces circonſtances, la déplorable condition de ces malheureux reſtes, compoſés pour la plus grande partie de la garniſon du Fort Lée qu'ils avoient été obligés d'abandonner précipitamment, laiſſant derrière eux leurs proviſions & leurs bagages : Il faut ſe peindre ces infortunés, fuyant devant

une armée ſupérieure, ſans tentes, ſans couvertures, ſans aucunes des facilités néceſſaires pour la préparation de leur nourriture; & cependant exécutant preſque ſous les yeux de l'ennemi, une marche de près de quatre-vingt-dix mille qu'ils eurent l'adreſſe de faire durer dix-neuf jours.

Par cette tournure imprévue des affaires, le pays fut en un inſtant plongé dans la confuſion: il ſentoit l'ennemi dans ſon ſein, ſans avoir d'armée à lui oppoſer: on ne pouvoit ſe promettre de ſecours que de la bonne volonté des Habitans, chacun alors ſtipula pour lui-même, & ſe détermina librement.

Dans cette ſituation, également faite pour abbattre & pour exciter le courage, une généreuſe ardeur s'empare de tous les eſprits; le Gentilhomme, le Marchand, le Fermier, l'Artiſan, le Laboureur, ſe déterminent unanimement à renoncer aux douceurs domeſtiques; & ſe dévouant au métier pénible de ſoldat, tous ſe préparent à ſupporter les rigueurs d'une campagne, au cœur de l'hiver. Ils avoient compté ſur l'habileté d'une retraite, qui put cauſer un retardement dans les opérations de l'ennemi; leur attente ne fut point trompée, puiſque par

l'effet de cette même retraite, les renforts volontaires eurent le temps de joindre le Général Washington ſur la Delaware.

L'Abbé Raynal ne ſe trompe pas moins, quand il dit : que les Américains tombèrent *inopinément* ſur Trenton. Cette opération ne fut point l'affaire du hazard, & le Général Washington avoit évidemment ce projet en vue, lorſque dans le ſilence de la nuit, au milieu des neiges & des glaces il traverſa la Delaware qu'il repaſſa ſur le champ avec ſes priſonniers, dès qu'il eut accompli ſon deſſein. Cette entrepriſe ne fut pas même un ſecret pour l'ennemi ; il en fut informé par une Lettre que les Américains trouvèrent depuis, écrite par un Officier Anglois de Princeton, au Colonel Rolle qui commandoit les Heſſois à Trenton. Cependant malgré cet avis, le poſte ne laiſſa pas d'être complètement ſurpris : une légère circonſtance qui avoit l'air d'une mépriſe de la part des Américains, entraîna Rolle dans une erreur plus réelle & plus importante.

Voici le fait. Un détachement compoſé de vingt ou trente Américains, commandé par un Officier qui n'étoit point informé de l'attaque méditée, eut ordre de traverſer la rivière à

quelques milles au-deſſus de Trenton. La nuit de Noël, qui ſe trouvoit la nuit même indiquée dans l'information que Rolle avoit reçue, ce détachement fut rencontré & diſſipé par un parti de Heſſois : rien ne paroiſſant plus, les Heſſois prirent le corps qu'ils venoient de battre pour un parti avancé de l'Armée Américaine, & regardant comme déconcertée une entrepriſe qui dans le fait n'étoit pas encore commencée, ils regagnèrent leurs quartiers ; en ſorte que cette circonſtance qui auroit dû exciter une alarme, & préparer la perte des Américains, ne ſervit au fond qu'à favoriſer leur entrepriſe, en détruiſant l'effet d'une information qui pouvoit la renverſer. Un peu après la pointe du jour, le Général Washington entra dans la ville, & s'en étant rendu maître après une réſiſtance légère, il y fit un peu plus de neuf cens priſonniers.

Cette combinaiſon de circonſtances équivoques, ſe rapportant à ce que l'Abbé Raynal appelle *l'Empire étendu du hazard*, offroit un champ vaſte à ſes conjectures ſi elle lui eut été connue ; & je ſuis faché qu'il n'ait pas eu cette occaſion d'exercer ſon talent pour les réflexions *ingenieuſes.*

L'action de Princeton fut infiniment plus

compliquée, & ſuivie de conſéquences beaucoup plus extraordinaires. Non-ſeuleme t dans cette occaſion, les Américains, par la ſupériorité de leurs manœuvres, déconcertèrent entièrement tous les plans des Anglois au moment de leur exécution ; mais ils ſûrent encore attirer hors de ſes poſtes un ennemi qu'ils n'étoient pas capables d'en chaſſer, & le contraignirent à terminer la campagne. Cette circonſtance étant un fait militaire mal connu en Europe, j'en vais rapporter les différentes parties le plus briévement qu'il me ſera poſſible : cette légère eſquiſſe pourra préſerver de l'erreur les Ecrivains futurs, & ſauver en même-temps de l'oubli ces ſcènes d'un merveilleux courage.

Immédiatement après la ſurpriſe du poſte des Heſſois à Trenton, le Général Washington repaſſa la Delaware, qui a environ trois quarts de mille de largeur en ce lieu, & reprit ſon ancien poſte ſur la rive de Penſilvanie. Trenton reſtoit ſans être occupé, & l'ennemi ſe tenoit à Princeton à douze mille environ de diſtance ſur le chemin de New-Yorck. Le temps devenoit rigoureux, & comme il n'y avoit que peu de maiſons près du rivage où le Général Washington s'étoit poſté, la plus grande partie de ſon

armée étant obligée de ſe tenir dans les campagnes & dans les bois voiſins; ces conſidérations, jointes à quelques autres, le déterminèrent enfin à repaſſer la Delaware, & à s'établir à Trenton. C'étoit-là certainement une démarche audacieuſe, & ſi l'on fait attention à la terreur panique qui s'étoit emparée des ennemis, après la perte du poſte des Heſſois, on conviendra qu'elle avoit tout l'air d'une bravade : mais pour donner une idée juſte de cette affaire, il eſt néceſſaire de décrire les lieux.

Trenton eſt ſitué ſur un terrein incliné, à trois quarts de mille environ de la Delaware; du côté de l'Eſt, ou de Jerſey, un petit ruiſſeau ſuffiſant pour faire aller un moulin qu'on a bâti ſur ſon cours, partage la ville en deux parties, & va ſe décharger enſuite dans la Delaware, preſqu'à angles droits. La diviſion la plus élevée qui eſt celle du Nord-Eſt, contient environ ſoixante-dix ou quatre-vingt maiſons; la plus baſſe en contient environ quarante ou cinquante; le terrein ſur lequel on a bâti les maiſons, s'abbaiſſe des deux côtés par une pente inſenſible qui ſe termine au ruiſſeau; & les deux diviſions de la ville élevées comme en amphithéâtre, ſe préſentent l'une à l'autre un agréable point

de vue : on a bâti un pont de pierre, d'une ſeule arche, ſur le ruiſſeau qui les ſépare.

Le Général Washington avoit à peine pris poſte, il n'avoit pas même encore raſſemblé les différens partis de milice, dont les uns étoient en détachement, & les autres en route pour le joindre, que les Anglois laiſſant derrière eux une forte garniſon à Princeton, font une marche rapide, & tombent ſur Trenton qu'ils attaquent par le quartier ſupérieur ou du Nord-Eſt : Un parti d'Américains fut obligé d'arrêter leur corps avancé par une eſcarmouche, pour donner le temps au Général Washington de faire tranſporter de l'autre côté du ruiſſeau les équipages & les proviſions.

En peu de temps les Anglois furent en poſſeſſion d'une moitié de la ville, les Américains de l'autre, & les deux armées n'étoient ſéparées que par le ruiſſeau. On ne pouvoit imaginer une ſituation plus critique ; & ſi jamais le deſtin de l'Amérique dépendit des évènemens d'une journée, certainement ce fut en cette occaſion. La Delaware chariant des glaces immenſes ne pouvoit plus être traverſée : la retraite en Penſilvanie étoit par conſéquent devenue impoſſible ; & quand même la ſaiſon auroit

permis le paſſage d'une rivière auſſi large, ce n'étoit pas une entrepriſe qu'on pût tenter ſous les yeux de l'ennemi. Les routes détournées étoient rompues ou rendues impraticables par la gelée, & le grand chemin étoit occupé par les Anglois.

Sur les quatre heures de l'après-dîné, les Anglois s'approchèrent du pont dans le deſſein de s'en emparer; mais ils furent repouſſés : alors, quoique le ruiſſeau qui coule rapidement dans un lit naturel & peu profond, pût être traverſé par tout entre le pont & la Delaware, ils ne ſe préſentèrent plus; la nuit approchoit, & ſe flattant qu'ils avoient obtenu tous les avantages qu'ils pouvoient deſirer, & dont ils ſe croyoient les maîtres de profiter dès qu'ils le voudroient, ils ceſsèrent toutes leurs opérations, & ſe préparèrent ſeulement à attaquer les Américains le matin du jour ſuivant.

Mais ce jour produiſit une ſcène à laquelle on étoit loin de s'attendre : les Anglois étoient ſous les armes; & ſe diſpoſoient à marcher, quand un de leurs Chevaux-légers, arrivant à toute bride de Princeton, leur apprit que le Général Washington ayant attaqué & emporté cette place ce matin même, ſe diſpoſoit à s'em-

parer du magaſin de Brunſwick. A cette nouvelle, les Anglois conſternés, qui étoient ſur le point de livrer l'aſſaut au camp que les Américains avoient abandonné, renoncèrent à leur deſſein, & reprirent avec précipitation le chemin de Princeton.

Cette retraite eſt un de ces évènemens extraordinaires que la poſtérité traitera vraiſemblablement de fabuleux. On aura peine à croire que deux armées, du ſort deſquelles dépendoient de ſi conſidérables intérêts, ſe ſoient trouvé raſſemblées dans un auſſi petit eſpace que Trenton; & que l'une d'elles, à la veille d'un engagement, ait pu ſe dérober entièrement à l'autre, avec ſes proviſions, ſes bagages, ſon artillerie, ſans que ſes mouvemens fuſſent même ſoupçonnés. Et dans cette occaſion, les Anglois furent ſi complètement trompés, que quand ils ouirent le bruit du canon & de la mouſqueterie qui ſe faiſoit entendre à Princeton, ils crurent que c'étoit le tonnerre, quoiqu'on fût alors au cœur de l'hiver.

Le Général Washington, pour mieux déguiſer ſa retraite, avoit fait allumer des feux ſur le devant de ſon camp. Non-ſeulement ces feux jettèrent & entretinrent l'ennemi dans l'erreur,

en lui faiſant croire que les Troupes Américaines vouloient ſe livrer au repos, mais ils lui dérobèrent encore la connoiſſance de tout ce qui ſe paſſoit. On ſçait que la flamme eſt auſſi impénétrable à l'œil que le mur le plus épais; & l'on peut dire avec vérité, que ces flammes furent en effet pour l'une des armées la colonne de feu, & pour l'autre la colonne de nuages.* Les Américains, après une marche détournée d'environ dix-huit mille, atteignirent enfin Princeton de fort bonne heure dans la matinée.

Ils y firent deux ou trois cent priſonniers, avec leſquels le Général Washington repartit ſur le champ. L'avant-garde de l'armée Angloiſe rentra dans Princeton une heure environ après le départ des Américains, qui pourſuivant leur marche le reſte du jour, arrivèrent ſur le ſoir dans un lieu convenable, loin du grand chemin de Brunſwick, à ſeize mille à-peu-près de Princeton. Ils étoient ſi accablés & ſi épuiſés par les fatigues qu'ils avoient ſupportées, & le ſervice continuel qu'ils avoient été obligés de faire pendant deux jours & une nuit,

(1) Voyez l'Exode.

ne faiſant que marcher d'action en action, ſans relâche, ſans abri & preſque ſans rafraîchiſſemens, que la terre nue & gelée, ſans autre couverture que le ciel, leur parut à tous un lit délicieux. Par ces deux opérations, exécutées avec des forces inférieures en tout, les Américains terminèrent avec avantage, une campagne dont les ſuites les menaçoient peu de jours auparavant d'une entière deſtruction. Les Anglois craignant pour leur magaſin de Brunſwick, ſitué à dix-huit mille de Princeton, marchèrent immédiatement vers cette ville, où ils arrivèrent aſſez tard dans la ſoirée; & d'où ils n'osèrent tenter aucuns mouvemens pendant près de cinq mois.

Ayant ainſi tracé les principaux traits de ces deux actions intéreſſantes, je quitte ces ſujets, pour examiner & corriger des erreurs où l'Abbé Raynal eſt tombé, dans le compte qu'il rend du papier monnoie & de la dette de l'Amérique. Voici comme il s'explique ſur ces deux objets:

» Ces richeſſes idéales furent repouſſées. Plus » le beſoin obligeoit à les multiplier, plus leur » aviliſſement croiſſoit. Le Congrès s'indigna » des affronts faits à ſa monnoie, & il déclara

» traîtres à la Patrie, tous ceux qui ne la re-
» cevroient pas comme ils auroient reçu de
» l'or.

» Eſt-ce que ce corps ignoroit qu'on ne com-
» mande pas plus aux eſprits qu'aux ſentimens ?
» Eſt-ce qu'il ne ſentoit pas que dans la criſe
» préſente tout Citoyen raiſonnable craindroit
» de compromettre ſa fortune ? Eſt-ce qu'il
» ne s'appercevoit pas qu'à l'origine d'une Ré-
» publique il ſe permettoit des actes d'un deſ-
» potiſme inconnu dans les régions même les
» plus façonnées à la ſervitude ? Pouvoit-il ſe
» diſſimuler qu'il puniſſoit un défaut de con-
» fiance des mêmes ſupplices qu'on auroit à
» peine mérités par la révolte & la trahiſon ?
» Le Congrès voyoit tout cela ; mais le choix
» des moyens lui manquoit. Ses feuilles mé-
» priſables & mépriſées étoient réellement trente
» fois au-deſſous de leur valeur originaire, qu'on
» en fabriquoit encore. Le 13 Septembre 1779,
» il y en avoit dans le public pour 35,544,155 l.
» L'Etat devoit d'ailleurs 8,385,356 liv., ſans
» compter les dettes particulières à chaque
» Province. «

L'Abbé Raynal s'exprime donc ici, comme ſi les Etats-Unis avoient contracté une dette

de

de plus de quarante millions ſterling, outre les dettes particulières à chaque Province ; après quoi, parlant du commerce que ſont avec l'Amérique les Nations étrangères, il avance que » les Etats vraiment commerçans, inſtruits » que l'Amérique ſeptentrionale avoit été ré- » duite à contracter des dettes, à l'époque de » ſa plus grande poſtérité, penſèrent judicieu- » ſement, que dans ſa détreſſe actuelle elle ne » pourroit payer que fort peu de choſe de ce » qui lui ſeroit apporté. «

Je ſens qu'il doit être fort difficile de faire connoître aux Etrangers les détails & les circonſtances propres à éclaircir la nature de notre papier monnoie, puiſqu'il ſe trouve même parmi nous, des gens qui ne les comprennent pas : au reſte, ſon ſort eſt à préſent fixé parmi nous, & nous lui avons conſacré d'un accord unanime, cette eſpèce de reconnoiſſance qu'on a même pour les choſes inanimées dont on a reçu de longs ſervices. Chacun des inſtrumens de notre liberté a des droits à notre eſtime ; mais le papier monnoie, qui fut, pour ainſi dire, la pierre angulaire de l'édifice, ne doit jamais être oublié. Il y a quelque choſe dans un eſprit reconnoiſſant, qui s'étend juſ-

qu'aux objets purement matériels, & qui ne peuvent être ni flatés de nos égards, ni bleſſés par nos négligences; c'eſt une obſervation que tout homme eſt à portée de faire.

Je reviens : quoique le papier monnoie fût d'abord répandu par le Congrès ſous le nom même de *dollars*, il ne conſerva pas toujours cette valeur. Ceux qui circulèrent la première année étoient égaux à l'or & à l'argent. Ils baiſsèrent la ſeconde année ; la troiſième ils baiſsèrent encore plus ; ainſi de ſuite, pendant l'eſpace de cinq ans, après quoi je ne penſe pas qu'il y en eût de répandus dans le public pour plus de dix ou douze millions ſterling.

A préſent il faut faire attention, qu'il auroit fallu lever dix ou douze millions ſterling de taxes, pour ſoutenir les frais de la guerre pendant cinq ans : or comme, tant que les papiers circulèrent, ſupportant annuellement une réduction qui les anéantit par dégrés, il n'y eut aucune taxe importante de miſe, il faut convenir que l'événement fut le même pour le public : la réduction tint lieu d'impôt ; le peuple devoit fournir une ſomme de dix ou douze millions ſterling ; &, pourvu qu'il ne payât pas deux fois, le choix entre les manières de

contribuer devoit lui être à-peu-près indifférent. Cette dette, dont parle l'Abbé Raynal, n'exiſte donc point réellement, puiſqu'elle ſe trouve payée par les ſacrifices volontaires des particuliers, qui conſentirent à ſupporter, ſur les papiers qui circuloient entr'eux, une réduction à-peu-près égale au montant des frais de la guerre pendant cinq ans.

Aujourd'hui, le papier monnoie n'étant plus employé, il n'y aura plus de réduction; l'or & l'argent vont redevenir le moyen d'échange, & la guerre ſe continuera par le ſecours des impôts. De cette ſorte, il en coûtera moins au public qu'il ne lui en coûtoit par l'effet des réductions; mais comme dans le fond il n'a jamais contribué qu'une fois, ne payant point d'impôt dans le temps de la réduction, & ne ſupportant plus de réduction depuis l'établiſſement de l'impôt, la choſe ſera à-peu-près égale; avec cet avantage moral cependant, du côté de la taxe, qu'elle produit ordinairement la frugalité & la prévoyance, tandis que la réduction entraîne toujours la négligence & la diſſipation.

L'établiſſement de la taxe préſente encore l'avantage d'une répartition plus juſte dans la

contribution, puiſque chacun ſe trouvant impoſé proportionnellement à ſes moyens ; ſi la quotité d'un homme ſe trouve déſormais inférieure à la ſomme qu'il avoit coutume de perdre par l'effet des réductions, le changement lui ſera favorable ; tandis que ſi la quotité d'un autre ſe trouve ſupérieure à ce qu'il perdoit auparavant par la réduction, il ſera prouvé par-là qu'il ne payoit pas alors ce qu'il devoit payer ; car il faut toujours ſe ſouvenir que ces réductions tenoient lieu d'impôt.

Il eſt bien vrai qu'on n'avoit pas prévu d'abord que la dette contractée par le moyen du papier monnoie s'éteindroit ainſi d'elle-même : mais les choſes étant arrivées à ce point, par le conſentement volontaire de tous & de chacun ; elle fut en effet acquittée par ceux qui devoient réellement. Il n'y eut peut-être jamais un acte auſſi univerſellement national que celui-ci ; le Gouvernement n'y eut point de part ; chacun conſentit librement à déprécier ſes papiers ; car tel fut l'effet que produiſit le hauſſement de la valeur nominale des denrées. Mais dans le fond, chaque Américain ſupportant par cette réduction une perte égale à la ſomme qu'il auroit dû fournir pour l'extinction de la dette,

on doit tenir compte de cette perte ; elle doit être conſidérée comme repréſentant la portion de taxe de chacun, dans le temps où la taxe n'étoit pas encore établie : ce ſeroit donc une grande injuſtice, d'impoſer le peuple après la guerre, pour le paiement d'une choſe qu'il a déjà payée ; ce ſeroit valider dans les mains d'autrui des papiers qui perdirent toute valeur dans les ſiennes.

Le papier monnoie fut répandu comme un moyen de ſoutenir la guerre, il a rendu ce ſervice tant qu'il a circulé, ſans être d'ailleurs eſſentiellement à charge au public ; mais imaginer, comme quelques-uns l'ont fait, qu'à la fin de la guerre il doit ſe transformer en or ou en argent, c'eſt ſuppoſer qu'au lieu de nous cauſer les dépenſes ordinaires, cette même guerre a dû nous rapporter deux cens millions de dollars.

S'il reſte encore quelque choſe d'obſcur dans la ſituation de l'Amérique, ſoit par rapport à ſes papiers, ſoit quant à d'autres circonſtances, il faut ſe ſouvenir que c'eſt ici une guerre entièrement nationale ; les Américains combattoient pour leur indépendance, & pour la défenſe de leur pays & de leurs propriétés. Chez eux, le Gouvernement, le peuple, l'armée, ne forment, pour ainſi dire, qu'un ſeul & même corps, par

la réunion des intérêts & des volontés : On combat ailleurs pour les caprices & la fortune d'un ſeul, pour dépouiller des Rois de leur Trône & de leur Empire ; il s'agit ici de la majeſté du peuple & de la propriété générale. Tous, pénétrés de ces principes, veulent contribuer à la défenſe commune de leur peine ou de leur argent ; ils ſe regardent comme membres du Souverain, comme ayant part à l'adminiſtration, & tout ſoldat meurt libre & Roi.

L'Abbé Raynal termine le paſſage que je viens de citer, par une obſervation au ſujet des dettes que l'Amérique contracta dans le temps de ſa plus grande proſpérité, ( c'eſt-à-dire, avant le commencement des hoſtilités ), qui ſert à prouver, quoiqu'il affecte de ne pas le remarquer, la prodigieuſe différence qui ſe trouve en matière de commerce, entre les nations libres & les nations aſſujetties. L'Amérique dans l'état de dépendance, quoique jouiſſant de tous les avantages de la paix, ne put jamais, avec un commerce gêné, balancer l'importation par l'exportation, & fut obligée de s'endetter annuellement : depuis qu'elle eſt libre, quoiqu'engagée dans une guerre coûteuſe, elle n'a plus beſoin de crédit. Ses magaſins regorgent de marchan-

diſes, l'or & l'argent circulent abondamment: comment toutes ces choſes ſe ſont-elles établies? il eſt difficile de le dire; mais ce ſont des faits, & les faits ſont plus concluans que des raiſonnemens.

Comme il eſt probable que cette lettre ſera publiée en Europe, les remarques qu'elle contient ſerviront à faire voir l'extrême folie de la Grande Bretagne, quand elle fonda l'eſpoir de ſes ſuccès contre nous, ſur l'extinction de notre papier-monnoie; cette ſpéculation puérile prête aux alluſions les plus ridicules; ſous ce point de vue on peut comparer l'Angleterre à un lion affamé, qui veut envelopper ſa proie dans les minces filets d'une araignée.

Après s'être expliqué de la ſorte ſur nos papiers d'état, l'Abbé Raynal continue à rendre compte de la ſituation de l'Amérique pendant l'hiver de 1777 & le printemps ſuivant, & finit ſes obſervations par quelques mots ſur le traité qui fut ſigné en France; & ſur les propoſitions du miniſtère Anglois qui furent rejettées par les Américains: mais il ſe trouve dans ſa manière de préſenter ces faits une erreur importante, & qui lui eſt commune avec d'autres Hiſtoriens Européens; tous s'étant trompés ſur

les véritables cauſes qui firent rejetter en Amérique les propoſitions des Anglois.

Dans l'hiver de 1777, & le printemps ſuivant, le congrès étoit aſſemblé à Yorck-Town, en Penſilvanie; les Anglois étoient maîtres de Philadelphie, & le Général Washington étoit campé avec ſon armée ſous des huttes à la Valley-Forge, à trente-ſix mille de-là. Chacun peut ſe ſouvenir qu'à la vérité la ſituation étoit critique, mais certainement elle n'étoit pas déſeſpérée; voici comment l'Abbé Raynal s'en explique :.....

« Une foule de privations, ajoutée à tant » d'autres fléaux, pouvoit faire regretter aux » Américains leur ancienne tranquillité, les in- » cliner à un raccommodement avec l'Angle- » terre. En vain on avoit lié les peuples par la » foi des ſermens, & par l'empire de la Reli- » gion, au nouveau Gouvernement. En vain on » avoit cherché à les convaincre de l'impoſſi- » bilité de traiter sûrement avec une Métropole » où un Parlement renverſeroit ce qu'un autre » Parlement auroit établi. En vain on les avoit » menacé de l'éternel reſſentiment d'un ennemi » outragé & vindicatif; il étoit poſſible que ces » inquiétudes éloignées ne balançaſſent pas le » poids des maux préſens.

» Ainſi le penſoit le Miniſtère Britannique, » lorſqu'il envoya dans le nouveau monde des » Agens publics, autoriſés à tout offrir, excepté » l'indépendance, à ces mêmes Américains, » dont deux ans auparavant on exigeoit une ſou- » miſſion illimitée. Il n'eſt pas ſans vraiſem- » blance que quelques mois plutôt ce plan de » conciliation auroit produit un rapprochement. » Mais à l'époque où la Cour de Londres le fit » propoſer, il fut rejetté avec hauteur, parce » qu'on ne vit dans cette démarche que de la » crainte & de la foibleſſe. Les Peuples étoient » raſſurés; le Congrès, les Généraux, les Trou- » pes, les hommes adroits ou hardis, qui dans » chaque Colonie s'étoient ſaiſis de l'autorité: » tout avoit recouvré ſa première audace. *C'é-* » *toit l'effet d'un traité d'amitié & de commerce* » *entre les Etats-Unis, & la Cour de Ver-* » *ſailles, ſigné le 6 Février 1778* ».

Je ne puis m'empêcher de remarquer ſur ce paſſage, combien il eſt eſſentiel pour la fidélité de l'hiſtoire, d'accorder ſoigneuſement les événemens & les temps. Le défaut d'exactitude à cet égard, produit une confuſion qui conduit à ſe tromper ſur les véritables rapports des effets & des cauſes; & ſouvent même en fait appercevoir d'entièrement chimériques.

Ici, par exemple, l'Abbé Raynal a raiſon de dire que les offres du miniſtère Britannique furent rejettées avec dédain : mais comme il ſe trompe ſur le temps où il place cette réſolution du Congrès; il ſe trompe auſſi dans ſes conjectures ſur les cauſes qui la produiſirent.

Il eſt clair que la ſignature du traité de Paris, le 6 Février 1778, ne put avoir en Amérique aucun effet ſur les eſprits, juſqu'au temps où l'on en fut informé; c'eſt pourquoi, quand l'Abbé Raynal prétend que le refus des offres fut une ſuite de cette alliance, il entend ſans doute qu'alors elle étoit connue, ce qui certainement n'eſt pas vrai. Par cette erreur, non-ſeulement il prive les Américains de la gloire que mérite le courage inébranlable qu'ils ont développé dans une ſituation auſſi difficile, mais il ſe laiſſe entraîner enſuite, par une conſéquence naturelle de la même erreur, à des ſuppoſitions injuſtes; comme lorſqu'il avance que s'ils n'euſſent pas été informés du traité, ils euſſent probablement accepté les offres; tandis qu'il eſt de fait qu'ils n'avoient aucune connoiſſance de ce traité au temps où ils les rejettèrent, & que par conſéquent il ne put ſervir de motif à leur refus.

Ces propoſitions ou ces offres étoient contenues dans deux bills, propoſés au Parlement par le Lord North, le 17 Février 1778. Ces bills paſsèrent rapidement dans les deux Chambres, &, ſans qu'ils euſſent été aſſujettis aux formes ordinaires du Parlement, on ſe hâta d'en tirer des copies, qui furent envoyées au Lord Howe & au Général Howe qui ſe trouvoient alors à Philadelphie, avec le titre de Commiſſaires. Le Général Howe les fit imprimer ſur-le-champ, & en envoya des exemplaires au Général Washington, par un Parlementaire, afin qu'ils fuſſent préſentés au Congrès à Yorck-Town, où ils arrivèrent le 21 Avril 1778. Voilà tout ce qu'on peut dire ſur l'arrivée des Bills en Amérique.

Le Congrès, ſuivant ſon uſage, fixa un Comité compoſé de quelques-uns de ſes membres, pour examiner ces Bills & en faire le rapport. Le jour ſuivant, c'eſt-à-dire le vingt-deux, ce rapport fut préſenté, lu & univerſellement approuvé. Il fut réſolu qu'on l'inſéreroit dans le Journal du Congrès, & qu'il ſeroit publié pour l'inſtruction générale. Il y a apparence que l'Abbé Raynal, en parlant du refus des propoſitions, ne peut avoir eu

en vue que ce rapport du Comité, puiſque le Congrès ne donna point d'autre réponſe ſur les Bills, & que ſur une ſeconde adreſſe qu'il reçut de la part des Commiſſaires Anglois, en date du 27 Mai, il les renvoya au détail de ſes réſolutions, imprimées le 22 d'Avril. Voilà tout ce qu'on peut dire ſur le refus des propoſitions.

Le 2 de Mai, c'eſt-à-dire onze jours après le refus, le Traité, conclu entre les Etats-Unis & la France, arriva à Yorck-Town; & juſqu'à ce moment, le Congrès, loin d'avoir reçu la moindre information à ce ſujet, n'avoit pas même l'idée de la prochaine exécution d'un tel deſſein. Mais de peur que cette déclaration de ma part ne paſſe pour une aſſertion vaine & dénuée de fondement, je l'appuyerai de preuves; car il eſt de la plus grande importance, pour bien établir la nature & les principes de la révolution, de faire connoître que depuis la déclaration de ſon indépendance, quoique ſouvent réduite aux plus cruelles extrémités, quoiqu'on employât contr'elle la violence, l'artifice ou la perſuaſion, jamais l'Amérique ne conçut la plus légère idée d'abandonner ſes projets & ſa liberté. Ces preuves ſont d'autant

plus néceſſaires, que le ſyſtême du Miniſtère Britannique fut toujours de repréſenter aux Nations d'Europe, l'Amérique comme incertaine dans ſa politique & dans ſes réſolutions, eſpérant par là diminuer ſon crédit, & affoiblir la confiance que les Puiſſances Européennes, ou quelques-unes d'entre ces Puiſſances, pouvoient être diſpoſées à prendre en elle.

Dans le temps où ces choſes ſe paſſoient, j'étois Secrétaire du Congrès au département des affaires étrangères. Toutes les lettres politiques des Commiſſaires Américains étoient dépoſées entre mes mains; toutes les dépêches officielles s'écrivoient dans mes Bureaux; & je puis aſſurer, que lorſque les propoſitions de l'Angleterre furent refuſées, le Congrès étoit ſi loin d'être informé de la ſignature du Traité, qu'il y avoit plus d'un an qu'il n'avoit reçu une ſeule ligne d'information ſur quelque ſujet que ce fût, de la part des Commiſſaires qu'il avoit alors à Paris. Il y a apparence que ce contre-temps avoit été cauſé par la perte du port de Philadelphie, & de la navigation de la Delaware; mais ſur-tout par le danger des mers, couvertes en ce temps là de Corſaires Anglois.

Un ſeul paquet étoit parvenu à Yorck-Town, au mois de Janvier précédent; c'eſt-à-dire environ trois mois avant l'arrivée du Traité: mais ce qui paroîtra fort ſurprenant, c'eſt qu'on en avoit enlevé toutes les lettres, avant de le confier au Vaiſſeau qui devoit l'apporter en Amérique, & l'on y avoit ſubſtitué des feuilles de papier blanc.

Après avoir ainſi déterminé le temps où les propoſitions des Commiſſaires Anglois furent reçues, & celui où le Traité d'alliance nous parvint; après avoir montré que le refus des premières fut antérieur de onze jours à l'arrivée du dernier; & qu'alors nous n'avions pas la moindre connoiſſance relative à l'accompliſſement prochain où éloigné d'une ſemblable meſure, on ne peut plus attribuer notre refus qu'aux ſentimens invariables que nous avions voués à nos ennemis; à la réſolution invincible que nous avions priſe, de ſoutenir notre liberté juſqu'au dernier ſoupir, & nullement à la connoiſſance d'un nouvel événement, dont nous n'étions alors, ni ne pouvions être informés.

Il y a de plus dans le rapport du Comité

(que je joins ici) (*) une certaine vigueur d'expreſſion, dont le plus grand mérite eſt d'avoir

(*) *Fait dans le Congrès le 22 Avril 1778.*

» Le Congrès ayant reçu une Lettre du Général, en date du 18, contenant un certain papier imprimé, envoyé de Philadelphie, & qui paroît être le plan d'un Bill déclaratoire des *intentions* du Parlement de la Grande-Bretagne, quant à *l'exercice* du *droit* qu'il s'attribue d'impoſer des taxes dans les Etats-Unis; comme auſſi le plan d'un autre Bill, qui donne pouvoir au Roi d'Angleterre de nommer des Commiſſaires autoriſés à traiter, à diſcuter & à convenir ſur les moyens d'appaiſer certains déſordres dans leſdits Etats; le Comité auquel on a renvoyé ces dépêches, demande permiſſion d'obſerver à ce ſujet:

» Que ledit papier ayant été répandu, d'une manière clandeſtine, & ſeulement parmi certaines perſonnes, ſuivant qu'il convenoit aux vues de l'ennemi, il doit être imprimé & publié ſur le champ pour l'inſtruction du Public. »

» Le Comité ne peut aſſurer, ſi les choſes que contient ledit papier ont été rédigées à Philadelphie ou en Angleterre; beaucoup moins ſi elles ont été réellement & véritablement deſtinées à être préſentées au Parlement de ce Royaume, ou ſi ledit Parlement voudra les conſacrer par les formalités ordinaires de ſes loix; il penche cependant à croire que cela arrivera, par les raiſons ſuivantes:

paru avant que le Traité fût connu. Ce qui peut paſſer pour une juſte fierté dans les malheureux,

---

» 1°. *Parce que*, dans le courant de l'hiver dernier, le Général Anglois a fait quelques tentatives pour mettte ſur pied une eſpèce de traité ; quoique, ſoit par une idée fauſſe de ſon importance & de ſa propre dignité, ſoit par ignorance, ſoit enfin par quelqu'autre cauſe, il ait négligé de s'adreſſer alors aux perſonnes revêtues de l'autorité néceſſaire pour écouter ſes propoſitions.

» 2°. *Parce que* les Anglois ſuppoſent, que l'idée illuſoire d'une ceſſation d'hoſtilités, entraînera du réfroidiſſement & des lenteurs dans les préparatifs de guerre de ces Etats.

» 3°. *Parce que* croyant les Américains fatigués de la guerre, ils penſent qu'ils accepteront pour l'amour de la paix, toutes les conditions qu'on voudra leur propoſer.

» 4°. *Parce qu'ils* ſuppoſent que la corruption peut influer dans nos négociations, comme elle influe dans leurs querelles.

» 5°. *Parce qu'ils* attendent de cette démarche les mêmes effets qu'ils ſe promettoient de la motion qu'un de leurs Miniſtres appelloit *ſa motion conciliatrice* : c'eſt-à-dire, qu'ils eſpéroient qu'elle détourneroit les Nations étrangères de donner des ſecours aux Etats-Unis ; qu'elle engageroit les Sujets Anglois à continuer un peu plus long-temps la guerre actuelle,

devient

devient une bravade insultante aux premiers retours de la prospérité : & l'alliance fortifioit

---

& qu'elle détacheroit quelques hommes foibles en Amérique, de la cause de la vertu & de la liberté.

» 6°. *Parce que* le Roi d'Angleterre a sujet de craindre, & craint en effet, que ses Flottes & ses Armées, au lieu d'être employées contre les Etats-Unis, ne soient désormais nécessaires à la défense de ses propres possessions.

Et 7°. *Enfin, parce que* l'impossibilité de subjuguer l'Amérique devenant de jour en jour plus incontestable, il est de l'intérêt de la Grande-Bretagne de terminer enfin cette guerre, quelques puissent être d'ailleurs les conditions du traité de paix.

» Le Comité demande qu'on lui permette d'observer de plus, qu'en supposant que les objets contenus dans ledit papier soient réellement approuvés & enregistrés par le Parlement d'Angleterre, cela ne peut servir qu'à montrer plus clairement la foiblesse & la méchanceté des ennemis de l'Amérique.

» *Leur foiblesse.*

» 1°. *Parce qu'ils* ont déclaré anciennement qu'ils avoient non-seulement le droit de lier les Etats-Unis dans tous les cas quelconques, mais encore que les habitans desdits Etats étoient obligés de se soumettre absolument & sans condition à l'exercice de ce droit, parce qu'ils se sont efforcés d'obtenir cette soumission par la force ouverte ; d'où l'on doit conclure,

tellement la cauſe de l'Amérique, que ſi elle eût été connue au temps où le Congrès ren-

---

que s'ils renoncent à de ſemblables prétentions, rien ne fait mieux connoître l'impuiſſance où ils ſe trouvent à préſent de les faire valoir.

» 2°. *Parce que* leur Prince a rejetté juſqu'ici les plus humbles demandes des Repréſentans de l'Amérique, ſuppliant ſeulement qu'on voulût les conſidérer comme Sujets, & qu'on les protégeât dans la jouiſſance de leurs biens, de la paix & de la liberté; parce qu'il a fait une guerre cruelle aux Américains, employant les Sauvages à maſſacrer leurs femmes & leurs enfans innocens; & qu'à préſent ce même Prince offre de traiter avec ces Repréſentans, qu'il avoit auparavant rebutés avec dédain, & conſent d'accorder aux armes de l'Amérique ce qu'il refuſa conſtamment à ſes prières.

« 3°. *Parce qu'ils* ont fait tous leurs efforts pour conquérir ce Continent, rejettant toute idée d'accommodement, d'après la confiance qu'ils avoient en leurs propres forces; d'où l'on voit clairement, que le changement de leurs diſpoſitions, annonce la perte de cette confiance.

« Et 4°. *Enfin, parce que* le langage conſtamment employé, non-ſeulement par leurs Miniſtres, mais encore dans les actes les plus ſolemnels & les plus authentiques de la Nation, a toujours été; qu'il étoit incompatible avec la dignité nationale, de traiter avec

dit ſa réponſe, cette réponſe eût préſenté plutôt le caractère de l'inſolence, que la noble

---

l'Amérique tant qu'elle auroit les armes à la main; & que nonobſtant ces réſolutions, ils ne laiſſent pas d'être ſur le point de faire des offres pour un traité.

« Quant à leur malice & à leur fauſſeté, on les appercevra clairement après les réflexions ſuivantes.

« 1°. *Les Bills* propoſés contiennent une renonciation directe ou indirecte de la part de l'ennemi, à ſes anciennes prétentions, ou ils ne la contiennent pas; s'ils la contiennent, il reconnoît par-là, qu'il a ſacrifié quantité de braves gens dans une injuſte querelle: s'ils ne la contiennent pas, ils ne ſont faits que pour abuſer les Américains, & pour les amener inſidieuſement à des termes auxquels on n'a jamais pu les réduire, ni par le raiſonnement avant la guerre, ni par la violence depuis le commencement des hoſtilités.

« 2°. Le premier de ces *Bills* paroît être, par ſon titre, une déclaration des *intentions* du Parlement d'Angleterre, concernant l'exercice *du droit d'impoſer des taxes* dans les Etats-Unis; c'eſt pourquoi, ſi leſdits Etats conſentoient à traiter en conſéquence de ce *Bill*, ils reconnoîtroient par cette conduite, un droit pour l'établiſſement duquel la Grande-Bretagne a entrepris & ſuivi la guerre actuelle.

« 3°. Si la Grande-Bretagne avoit une fois obtenu des Etats-Unis, cette eſpèce de reconnoiſſance du

ſérénité d'un courage à toute épreuve.

En tout, l'Abbé Raynal paroît s'être entière-

---

droit qu'elle reclame ; il eſt clair que ce même droit pourroit être exercé dès le premier changement, dans les tempérammens ou les humeurs des Membres du Parlement Anglois ; puiſque le plus ou moins de rapport entre les premières intentions des hommes & leur conduite ultérieure, dépend toujours de ces ſortes de hazards.

« 4°. Le contenu de ce premier *Bill*, ne préſente rien de nouveau ; il eſt abſolument ſemblable, par le fond des choſes, à la motion ci-deſſus mentionnée, & ſujet aux mêmes objections qu'on peut faire contre elle ; avec cette différence cependant, que, *par la motion*, l'impôt devoit être ſuſpendu auſſi long-temps que l'Amérique conſentiroit à donner tout ce qu'il plairoit au Parlement de demander ; au lieu que, par *les Bills propoſés*, il ne devoit l'être qu'auſſi long-temps que les idées des Parlemens à venir, s'accorderoient avec celles du Parlemeut actuel.

« 5°. Il paroît par le ſecond Bill, que le Roi d'Angleterre peut, quand il lui plaît, nommer des Commiſſaires, pour traiter & convenir avec qui bon leur ſemblera, ſur les différens objets qui ſe trouvent mentionnés dans ledit Bill : mais ces ſortes de traités ou d'arrangemens, n'ont aucune validité ſans le concours du Parlement, excepté quand il s'agit d'une ſuſpenſion d'hoſtilités, ou de quelques autres actes,

ment trompé ſur ce ſujet ; car, au lieu d'attribuer le refus que nous fîmes des propoſi-

---

tels que l'exercice du droit de faire grace, ou la nomination des Gouverneurs pour ces Etats ſouverains, libres & indépendans. C'eſt pourquoi le Parlement s'eſt réſervé *en termes exprès*, le pouvoir d'annuller dans tous les autres cas, toute eſpèce de traité ; & de prendre avantage de chaque circonſtance qui peut s'élever, pour ſoumettre ce Continent à ſes uſurpations.

« 6°. Ledit Bill, annonçant une offre de pardon, ſemble par-là, traiter de criminelle notre juſte réſiſtance ; & par conſéquent entrer en négociation d'après cette ouverture, ce ſeroit reconnoître tacitement, que les peuples de ces Etats n'étoient en effet que des rébelles, comme l'Angleterre les nomme.

« 7°. Les habitans deſdits Etats étant réclamés comme Sujets par le Parlement de la Grande-Bretagne, ce Corps pourroit facilement inférer de la nature même de la négociation qu'il s'efforce d'établir, que leſdits habitans doivent être liés de droit, par telles ou telles loix qu'il lui plaira de faire dans la ſuite ; d'où l'on voit, que toute convention établie ſur une ſemblable négociation, pourroit être un jour, ou changée, ou completement anéantie.

« Et 8°. Enfin, parce que ledit Bill porte que les Commiſſaires qui s'y trouvent mentionnés, peuvent traiter avec les individus particuliers ; circonſtance

tions des Anglois, à la *connoiſſance que nous avions du Traité d'alliance*, il auroit dû au contraire, rapporter l'origine de ces propoſitions

---

entièrement contraire à la dignité du caractère national.

« D'après toutes ces choſes, il paroît évident au Comité, que les Bills ci-deſſus mentionnés, ſont deſtinés à agir ſur les eſprits des peuples fidèles de ces Etats, de manière à ſemer entr'eux des diviſions; & à les détacher de la cauſe commune, qui par l'aſſiſtance Divine paroît enfin n'avoir plus à ſe promettre que des ſuccès. Le Comité penſe encore, qu'ils ſont la ſuite de ce plan inſidieux, qui depuis le temps de l'acte du timbre, juſqu'aujourd'hui, n'a ceſſé de tenir ces contrées engagées dans les débats, & plongées dans le ſang; & qu'on ne doit pas douter que l'Angleterre ne ſaiſiſſe avidement, comme elle l'a toujours fait, la première occaſion favorable pour déployer encore cette rage de domination, qui vient de déchirer ſon puiſſant Empire; quoiqu'elle ſe ſoit vue forcée dans cette circonſtance, comme dans pluſieurs autres, à renoncer à ſes injuſtes prétentions.

Sur toutes ces choſes, le Comité ſupplie qu'on lui permette d'obſerver; que les Américains s'étant unis dans cette querelle, ſur les principes de l'intérêt général, & pour la défenſe des droits & des privilèges de chacun; c'eſt de la continuation de cette union, cimentée depuis par les ſecours qu'ils n'ont ceſſé de ſe prêter mutuellement, & ſur-tout par la

de la part du Cabinet Britanique, à la *connoiſſance qne les Miniſtres qui le compoſent avoient de cet évènement.* Cela explique fort bien la raiſon pour laquelle ces propoſitions

---

communauté des infortunes, que dépend aujourd'hui le ſuccès complet de la cauſe qu'ils défendent, & à laquelle le genre humain entier doit prendre intérêt. C'eſt pourquoi, ſi quelqu'homme ou quelque ſociété particulière en Amérique, s'efforçoit de faire un traité ſéparé avec les Commiſſaires Anglois, ou quelqu'un d'entre les Commiſſaires; cette lâche & mépriſable démarche, doit nous faire conſidérer & traiter ceux qui l'auront faite, comme ennemis ouverts & déclarés de ces Etats.

Le Comité penſe de plus, que les Etats-Unis ne peuvent convenablement entrer en quelque conférence que ce ſoit avec aucun des Commiſſaires Anglois, que l'Angleterre n'ait préliminairement rappellé ſes Flottes & ſes Armées, ou reconnu du moins en termes exprès & poſitifs l'indépendance deſdits Etats.

Et comme il paroît, que le deſſein de l'ennemi eſt de nous endormir dans une fatale ſécurité; — le Comité penſe, qu'afin que les Etats-Unis puiſſent agir déſormais avec le poids & l'importance qui leur convient, on doit inviter les différentes Provinces à faire les plus grands efforts, pour que leurs contingens de Troupes continentales puiſſent être en campagne le plutôt poſſible, & veiller à ce que la Milice

furent envoyées précipitamment en Amérique, ſous la forme de Bills & ſans qu'elles fuſſent paſſées en Acte. On ſe flatoit qu'elles pour-

---

deſdits Etats ſe trouve en état d'agir à la première occaſion.

*Ce qui ſuit eſt la Réponſe du Congrès, à la ſeconde Adreſſe qu'il reçut de la part des Commiſſaires.*

Yorck-Town, le 6 Juin 1778.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de mettre ſous les yeux du Congrès, votre Lettre du 3 de ce mois, avec les actes du Parlement d'Angleterre qui s'y trouvoient renfermés; & je ſuis chargé de vous répondre de la part de ce Corps, qu'il a déjà exprimé ſes ſentimens ſur des Bills entièrement ſemblables à ces actes, dans un papier publié le 22 Avril dernier.

Soyez perſuadé, Monſieur, que quand le Roi d'Angleterre ſera ſérieuſement diſpoſé à mettre un terme à la guerre injuſte & cruelle qu'il a fait juſqu'ici contre les Etats-Unis, le Congrès acceptera avec plaiſir toutes les conditions de paix qui pourront s'accorder avec l'honneur des Nations indépendantes, les intérêts de ſes Conſtituans, & le reſpect inviolable qu'il a réſolu d'avoir pour les traités.

J'ai l'honneur d'être, Monſieur,

Votre très-humble & très-obéiſſant ſerviteur,

HENRY LAURENS, Préſident du Congrès.

Son Excellence Sir HENRY CLINTON.

*K. B. Philad.*

roient atteindre le continent avant qu'on y eût connoiſſance du Traité : mais quoiqu'elles y arrivaſſent effectivement comme on l'avoit eſpéré, elles n'en furent pas moins réjettées. Il eſt prouvé par les dates, que ces Bills furent préſentés au Parlement d'Angleterre depuis la ſignature du Traité entre les Etats-Unis & la France : le Traité eſt du 6, & les Bills du 17 de Février. Il eſt prouvé de même, que la ſignature du Traité étoit connue du Parlement, lorſque les Bills y furent propoſés, puiſque M. Charles Fox en inſtruiſit la Chambre, dans un diſcours qu'il prononça le 17 de Février, en réponſe au Lord North ; & ſoutint que ce Miniſtre en étoit informé comme lui.

Quoique je ne ſois pas ſurpris que l'Abbé Raynal ſe ſoit trompé, ſur des faits hiſtoriques qui ſe ſont paſſés à une ſi grande diſtance de lui, j'avoue que je ne puis m'empêcher de l'être, quand je le vois s'égarer (au moins ſuivant mon jugement) dans le champ mieux connu, des réflexions & de la philoſophie. Ici les matériaux lui appartiennent ; il les crée, pour ainſi dire, il les diſpoſe, il les arrange à ſon gré ; & les erreurs, s'il s'en trouve, ſont entièrement de lui, & peuvent lui être reprochées.

Juſqu'ici j'ai borné mes remarques aux circonſtances, à l'ordre dans lequel elles ſe ſont ſuccédées, & aux événemens qu'elles ont produits : dans toutes ces choſes, mes informations étant meilleures que celles de l'Abbé Raynal, ma tâche étoit facile. J'ai moins de confiance, quand il s'agit de contredire, ſur des matières de ſentiment & d'opinion, un homme que les années, l'expérience & la voix publique, ont placé depuis long-temps dans le premier rang ; & cependant, ces choſes m'ont fourni des obſervations que je ne puis paſſer ſous ſilence.

Depuis cet endroit de ſon Ouvrage, dans lequel l'Abbé Raynal s'explique ſur le refus des offres, juſqu'à la fin, je trouve pluſieurs expreſſions qui me paroiſſent tenir davantage d'une indifférence cinique que de la noble liberté d'une ame élevée ; & quelques autres dont le ſens me paroît ſi obſcur, qu'on n'y peut remarquer aucune des beautés qui diſtinguent les autres parties.

L'Abbé Raynal étant parvenu au temps où commença le Traité d'ailliance entre la France & les Etats-Unis, ſe permet à ce ſujet quelques remarques.

» Enfin, dit-il, la Philoſophie, dont le de-
» ſir eſt de voir tous les Gouvernemens juſtes,
» & tous les Peuples heureux, en portant un
» coup d'œil ſur cette alliance d'une Monarchie
» avec un Peuple qui défend ſa liberté, *en*
» *cherche le motif: elle voit trop que le bonheur*
» *de l'humanité n'y a point de part.* «

Il importe peu de ſavoir dans quelle diſpoſition d'eſprit ou d'humeur ſe trouvoit l'Abbé Raynal quand il écrivit ce paſſage. Cette connoiſſance ne peut rien ajouter ou retrancher au mérite du ſentiment qu'il y exprime. Si ce ſentiment eſt juſte, il n'a pas beſoin d'apologie; s'il eſt faux, il ne peut être excuſé. Il eſt préſenté comme une opinion de philoſophie, & doit être examiné ſans égard pour l'Auteur.

Il ſemble que ce ſoit un travers généralement attaché au génie, d'aimer mieux s'exercer ſur des matières de pure curioſité que ſur des matières utiles: l'inquiétude naturelle à l'homme le porte à examiner l'origine des choſes; il en veut connoître le comment & le pourquoi, ou bien il n'eſt pas content; il faut qu'il entre pour ainſi dire dans les conſeils du ſort, ou quelque choſe va mal à ſon gré. Quelle eſt la cauſe de cette diſpoſition? Eſt-ce crime? eſt-ce caprice

ou légèreté? Je ne décide point ; je m'arrête au ſens que préſente le paſſage que je viens de citer, & je vais déduire mes objections.

Premièrement, il me ſemble que ce n'eſt pas tant ſur les motifs qui produiſirent l'alliance, que ſur les ſuites qu'elle peut avoir, que doivent s'exercer les réflexions du Philoſophe. Les motifs, enveloppés dans l'obſcurité du ſecret, ne peuvent être que difficilement pénétrés, & l'on riſque à tout moment de s'égarer dans de vaines conjectures. Les ſuites préſentent à l'eſprit un champ vaſte de ſpéculations agréables ; & le Philoſophe qui les obſerve, voit, pour ainſi dire, croître & ſe développer ſous ſes yeux une foule de proſpérités & de biens.

Au reſte, je m'en tiens à la ſignification littérale du paragraphe en queſtion, & j'y trouve une erreur de la plus grande importance. L'Auteur y déclare ce qu'aucun homme n'a le droit de déclarer. Qui peut avancer en effet que le bonheur de l'humanité n'eût point de part aux motifs qui produiſirent l'alliance ? Pour oſer le dire, il faudroit avoir pénétré juſqu'au fond l'eſprit & le génie des nations qui s'y trouvent compriſes ; il faudroit y avoir découvert, & pouvoir y faire reconnoître d'autres motifs.

A meſure que l'indépendance de l'Amérique fut mieux connue, les biens qu'elle nous procuroit, & les nombreux avantages qu'elle promettoit au genre humain parurent s'accroître de jour en jour : elle aſſuroit non-ſeulement le bien-être momentané de la génération actuelle, mais ſon influence s'étendoit encore juſques ſur notre poſtérité la plus reculée ; & ces motifs s'uniſſant aux raiſons que nous avions d'ailleurs, nous déterminèrent à propoſer & à accepter les conditions d'un Traité que nous regardions comme le meilleur moyen d'étendre & d'affermir notre bonheur. Ainſi l'Abbé Raynal ſe trompe par rapport à nous.

D'un autre côté, la France étoit dans une ſituation bien différente de celle de l'Amérique ; elle n'étoit pas dans la néceſſité de ſe chercher des amis ; & c'eſt la plus forte preuve qu'en s'uniſſant à nous, elle ne put être déterminée que par de bons motifs, c'eſt-à-dire, par le deſir de procurer quelque bien, puiſqu'il n'y a pas de bons motifs ſans cette condition. Elle voyoit pour elle-même dans l'alliance une foule de convenances dignes de ſon attention. En s'uniſſant avec une Nation malheureuſe, elle s'aſſuroit un Allié fidèle ; & diminuant par-là la puiſ-

ſance d'un ennemi qu'elle ne cherchoit alors ni à détruire ni à humilier ; elle trouvoit ainſi le rare avantage de profiter ſans nuire. A quelque point que la politique influe ſur les actions de cette nature, il doit y avoir quelque choſe de bon dans les premiers reſſorts qui les produiſent. Dans toutes les cauſes bonnes ou mauvaiſes, il faut néceſſairement, pour que l'eſprit puiſſe s'accommoder à l'objet, qu'il ſe trouve entr'eux une certaine conformité, ſans laquelle l'eſprit ne pourroit agir conſéquemment. On ne peut ſuivre une mauvaiſe cauſe par de bons motifs, ni reſter attaché long-temps à une bonne cauſe par de mauvais motifs : or, comme perſonne n'agit ſans motifs, il faut croire que puiſque dans cette occaſion ils ne peuvent être mauvais, ils doivent être admis comme bons. L'Abbé Raynal embraſſe dans ſes vues un trop grand eſpace ; il dédaigne de le parcourir par dégrés ; & parce qu'il n'apperçoit pas d'un coup d'œil la bonté des conſéquences, il rejette trop légèrement celle du principe.

Il eſt bien vrai qu'on peut quelquefois s'engager, par de mauvais motifs, à ſoutenir une bonne cauſe ou à pourſuivre un objet utile ; mais cela ne ſauroit jamais durer long-temps ;

(& l'union de la France avec nous dure déjà depuis long-temps) car ſoit que l'eſprit ſe réforme ſur l'objet, ſoit qu'il en change la nature, tous deux finiront par s'accorder, ou ne tarderont pas à ſe ſéparer avec dégoût; & ce progrès naturel, quoique peu ſenti, du rapport ou de la contradiction entre l'objet & l'eſprit, eſt dans le fond la cauſe ſecrete de la ſolidité ou du peu de durée des alliances. Chaque objet à la pourſuite duquel un homme s'attache, eſt pour lui, du moins pendant quelque temps, une maîtreſſe nouvelle qui s'empare de ſon ame entière; ſi tous deux ſont bons, ſi tous deux ſont mauvais, alors l'union eſt naturelle; mais ſi leurs caractères ſont trop différens, s'ils ne peuvent, ni ſe ſéduire, ni ſe réformer l'un l'autre, l'oppoſition dégénère bientôt en haine, & le divorce la ſuit.

Aux premiers bruits qui ſe répandirent ſur la révolution, il y eut bien des gens qui ſans autres motifs que l'intérêt, s'engagèrent, en aventuriers, à la ſuite de l'Amérique, & lui prodiguèrent les proteſtations d'honneur & d'attachement; ils publioient hautement ſes louanges; ils offroient leurs ſervices; tout retentiſſoit des acclamations de leur ardeur & de leur colère; on les auroit pris pour des hommes en

délire. Hélas ! ils ne desiroient que la fortune ; leur avarice étoit excitée ; mais leur ame n'avoit point reçu d'impression profonde ; ils ne trouvèrent point parmi nous ce qu'ils y cherchoient ; & sans se réformer sur notre exemple, ils cessèrent leurs vaines démonstrations, & souvent même ils nous abandonnèrent & nous trahirent.

D'autres traitèrent d'abord l'Amérique avec une sorte d'indifférence ; & ne connoissant pas son caractère, semblèrent craindre de se lier avec elle. Ils regardoient le nom de liberté comme un beau masque pour déguiser les horreurs de l'anarchie ou de la tyrannie ; ils la méconnoissoient cette liberté ; sans doute elle leur paroissoit belle, mais ils se défioient de sa beauté ; & quoique née au milieu de nous, elle y paroissoit toujours étrangère.

D'autres enfin furent conduits vers nous par le hazard & la nécessité ; ils osèrent nous envisager ; ils se sentirent disposés à communiquer avec nous, jusqu'à ce qu'enfin une privauté en amenant une autre ; tous les soupçons s'évanouirent ; & les cœurs se changèrent par dégrés. N'étant point détournés par l'intérêt personnel ; n'étant point forcés à servir des passions étrangères & honteuses ; ils s'enflammèrent pour

notre

nôtre innocence, & partagèrent depuis avec fidélité toutes les variations de notre fortune.

Cette réflexion de l'Abbé Raynal, ſur les motifs du Traité, m'a engagé malgré moi dans une ſuite de raiſonnemens métaphyſiques. Mais il me ſemble qu'il n'y avoit pas de meilleure méthode pour lui répondre. Oppoſer une conjecture à une autre conjecture, une aſſertion à une autre aſſertion, me paroît une manière de réfuter vaine & ſans effet; c'eſt pourquoi j'ai préféré de faire voir que ſa réflexion ne s'accorde ni avec le cours naturel de l'eſprit, ni avec l'influence qu'il a coutume d'avoir ſur notre conduite. A préſent, ſans m'arrêter davantage ſur cette partie de mon ſujet, je reviens à ce que j'ai établi ci-deſſus, ſavoir, que c'eſt plutôt ſur les ſuites que ſur les motifs de l'alliance, que doivent s'exercer les réflexions du Philoſophe.

Le cercle de la civiliſation eſt encore incomplet; c'eſt une remarque que j'ai déja faite ailleurs. Les beſoins mutuels, en raſſemblant les individus de chaque contrée, formèrent ainſi les ſociétés particulières & le progrès de la civiliſation s'eſt arrêté là; car il eſt aiſé de voir que, nonobſtant ces loix idéales, qu'on appelle

loix des Nations, & que chacun interprête à ſa mode, les peuples ſont encore, les uns par rapport aux autres, ce que ſont les individus dans l'état de nature; ils ne ſont gouvernés par aucun principe fixe, par aucune loi coercitive; & chacun d'eux, ſans aucun égard pour les autres, fait indifféremment tout ce qu'il veut, ou tout ce qu'il peut.

Si nous avions pu voir le genre humain dans ſon premier état de barbarie, nous n'aurions pas manqué de conclure qu'il étoit impoſſible de le voir arriver jamais à ce point de politeſſe, auquel cependant il ne laiſſe pas d'être parvenu. Sans doute il dût être auſſi difficile, pour le moins, d'agir ſur l'eſprit farouche des premiers hommes, qu'il le ſeroit à préſent de modifier l'eſprit des Nations: Or, puiſque malgré tant d'obſtacles le premier changement n'a pas laiſſé d'avoir lieu; pourquoi déſeſpérions-nous de l'autre?

Sûrement il eſt plus facile de diſpoſer à préſent les hommes à ſe prêter au progrès de la civiliſation générale, qu'il ne le fut d'inſpirer les premières idées de morale aux premiers individus; de même, qu'il eſt plus aiſé d'aſſembler les parties d'une machine quand elles ont

ſubi les préparations de l'art, que de leur donner la première forme, & de les tirer du ſein de la matière brute. La condition actuelle du monde, différant prodigieuſement de ce qu'elle étoit autrefois, a donné à l'eſprit humain une tournure nouvelle, à laquelle il ne me paroît pas qu'on ait fait aſſez d'attention. Aujourd'hui, les beſoins de l'individu qui produiſirent les premières idées de ſociété ſe ſont étendus; ils ſont devenus les beſoins de tout un peuple, & chaque homme dépend à préſent de quelque Nation étrangère, par ces mêmes beſoins qu'il pouvoit ſatisfaire autrefois avec le ſecours d'un petit nombre de compagnons.

Les Lettres, cette langue univerſelle du monde, ont en quelque ſorte rapproché toutes les Nations, & par un de leurs plus doux uſages, chaque jour elles opèrent quelque liaiſon nouvelle; par elles, les Peuples éloignés deviennent capables de commercer enſemble; & perdant par dégrés, cette rudeſſe mal-adroite, & cette humeur ſoupçonneuſe qui accompagnent ordinairement les Etrangers, ils apprennent à ſe connoître & à ſe comprendre. La ſcience protectrice bienfaiſante de tous les pays de l'Univers, n'a de préférence excluſive

pour aucun d'entr'eux : ſon influence ſur les eſprits, ſemblable à celle du Soleil ſur la terre glacée, les prépare depuis long-temps pour une meilleure culture : le Philoſophe d'un pays ne voit plus ſon ennemi dans le Philoſophe d'un autre pays, il s'aſſied dans le temple du Savoir, & ne s'informe pas d'où viennent ceux qui ſont aſſis près de lui.

Il n'en étoit pas ainſi du monde encore barbare, alors les beſoins de l'homme étoient en petit nombre, & les objets de ces beſoins ſe trouvoient à ſa portée : Tant qu'il pouvoit les ſatisfaire avec facilité, il vivoit dans un état d'indépendance individuelle ; d'où il réſulte qu'il y avoit dans ces premiers temps autant de nations que de perſonnes ; chacun ſe trouvant en guerre avec les autres, ſoit pour défendre ce qu'il avoit, ſoit pour ſe procurer ce qu'il n'avoit pas. Les hommes ne connoiſſoient alors ni la néceſſité des affaires pour amuſer leur ennui, ni celle de l'étude pour exercer leur ame ; tout leur temps étoit partagé entre la pareſſe & la fatigue ; la chaſſe & la guerre étoient leurs principales occupations ; le ſommeil & la table étoient leurs principales jouiſſances.

A préſent tout eſt changé : une nouvelle manière de vivre a rendu le fracas des affaires néceſſaire à l'homme ; il trouve autour de lui mille manières d'occuper ſon loiſir qu'il ne connoiſſoit pas auparavant ; il ne place plus comme autrefois ſes idées de grandeur dans les exploits féroces d'un ſauvage ; il étudie les Arts, les Sciences, l'Agriculture, le Commerce ; études vraiment dignes du Philoſophe ! véritables principes de la ſociété, & ſeules capables de perfectionner l'homme moral.

Il y a beaucoup de choſes qui bien qu'elles ne ſoient en elles-mêmes, moralement parlant, ni bonnes ni mauvaiſes, ne laiſſent pas cependant d'être ſuſceptibles de conſéquences, qui portent fortement l'empreinte de l'un ou l'autre de ces caractères. Par exemple, quoique le commerce conſidéré abſtractivement, ne ſoit capable d'aucun effet moral, il n'a pas peu contribué cependant à l'adouciſſement des mœurs. Ce fut le défaut d'objets auxquels l'eſprit de l'homme put s'appliquer, qui produiſit parmi les peuples de l'ancien monde ce terrible & continuel penchant à la guerre ; leur loiſir les accabloit, parce qu'ils ne connoiſſoient pas les moyens de l'employer : l'indolence dans

laquelle ils vivoient, leur donnoit du temps pour ſe nuire ; & l'on ne doit pas s'étonner ſi, livrés tous à la même oiſiveté, & preſque égaux en tout d'ailleurs, peu de choſe excitoit leur colère, & réveilloit leur activité.

L'introduction du commerce, en multipliant les objets d'occupation, a donné, pour ainſi dire, au monde une face nouvelle, & par ſon moyen, les hommes de tous les états peuvent à préſent exercer leurs ſpéculations & leur induſtrie ; par un effet purement méchanique, il change le cours de leurs paſſions ; il détourne leur attention de ces jeux funeſtes que l'oiſiveté leur rendoit néceſſaires ; & nous les voyons commercer à préſent avec les mêmes peuples, auxquels ils euſſent fait autrefois la guerre, pour des productions que, par une ſuite de leur indolence & de leur pareſſe, ils n'étoient pas alors en état d'acheter.

Ainſi donc, comme je l'ai déjà remarqué, l'état du monde étant eſſentiellement changé par l'influence des ſciences & du commerce, il ſe trouve à préſent au point néceſſaire, non-ſeulement pour comprendre l'utilité de la civiliſation générale, mais encore pour en deſirer l'avancement. Le principal & preſque le ſeul

ennemi qui s'oppoſe encore à ſes progrès, c'eſt le préjugé ; car il eſt d'ailleurs de l'intérêt de tous les hommes de s'accorder ſur les moyens d'améliorer leur ſort. La terre paroît maintenant partagée d'une manière durable, les bornes des différens Empires ſont connues & fixées; ces vaſtes idées de conquête dont ſe repaiſſoient les Grecs & les Romains n'exiſtent plus à préſent, & l'expérience a détrompé les hommes de l'eſpoir de s'enrichir par la guerre : en un mot, les ſujets de querelle ſont extrêmement diminués aujourd'hui, ſi l'on en excepte ceux qui naiſſent du préjugé & de l'opiniâtreté qu'il inſpire.

Il n'y eut peut-être jamais deux événemens plus heureuſement combinés pour la deſtruction du préjugé, que la révolution de l'Amérique & ſon alliance avec la France ; leur influence ſe fait déjà ſentir dans l'ancien monde, auſſi bien que dans le nouveau. Notre manière d'écrire & de penſer, a ſouffert une révolution plus ſurprenante encore que celle qui donne une forme nouvelle à notre Gouvernement ; il ſemble que nous ayons changé tout-à-la-fois d'yeux, d'oreilles & de penſées. Nous regardons à préſent nos préjugés comme ceux d'un

autre peuple, nous les reconnoiſſons pour des préjugés, nous ſommes comme des Eſclaves délivrés de leurs fers : mais ſi nos ames jouiſſent enfin d'une liberté que nous ne connoiſſions pas auparavant, nous devons avouer que jamais, ſans la double circonſtance de la révolution & de l'alliance, les raiſonnemens les plus forts & les plus perſuaſifs, n'euſſent pu produire un changement ſi néceſſaire au progrès des lumières & de la bonne foi.

Si l'Amérique ſe fut ſéparée paiſiblement de l'Angleterre, cet évènement n'eût produit aucun changement eſſentiel dans les ſentimens. Les mêmes notions, les mêmes préventions qui gouvernoient auparavant les deux Peuples, les gouverneroient encore. Toujours eſclaves de l'erreur & de l'éducation, nous continuerions à parcourir ſervilement le cercle étroit des idées populaires ; mais les moyens qui préparèrent la révolution, épurant pour ainſi dire nos ames, y détruiſirent juſques dans leurs racines les préjugés qui les égaroient, tant par rapport à nous-mêmes, que par rapport à la France & à l'Angleterre, & nous diſposèrent à recevoir & à préférer cette eſpèce de bonheur qui peut s'accorder avec celui des autres.

Il n'y eut peut-être jamais d'alliance établie ſur des fondemens plus vaſtes que celle qui réunit l'Amérique à la France, & les ſuites qu'elle peut avoir ſont dignes de la plus grande attention. Ces deux pays ayoient été ennemis à cauſe de l'Angleterre ; il n'y avoit originairement entr'eux aucun ſujet de querelle, ſi l'on en excepte les intérêts de cette dernière, pour la défenſe deſquels l'Amérique s'étoit armée contre la France. Alors les Américains éloignés du monde, & ne le connoiſſant point, nourris d'ailleurs dans les mêmes préjugés qui gouvernoient leurs dominateurs, regardoient comme un devoir d'obéir aux impreſſions qu'ils en recevoient ; & dans ces idées, ils s'épuiſoient à faire des conquêtes pour ces Maîtres inſolens, qui, pour toute reconnoiſſance, les traitoient en eſclaves.

Une longue ſuite d'injuſtices & de mauvais traitemens de la part de l'Angleterre, & la rupture totale cauſée enfin par le commencement des hoſtilités à Léxington le 19 Avril 1775, produiſirent naturellement une nouvelle façon de penſer. A meſure que les cœurs ſe fermoient à l'Angleterre, ils s'ouvroient au reſte du monde ; nous examinames à la fois les cauſes

de l'oppreſſion qui nous accabloit, & nos préjugés ; juſqu'à ce qu'enfin nous trouvames ces derniers auſſi contraires à la raiſon & à la bienveillance, que les premières l'étoient à tous les droits politiques & civils.

Tandis que nous étendions par dégrés le cercle de notre morale, l'alliance avec la France fut conclue, alliance non pas uniquement cauſée par les beſoins d'un jour, mais établie ſur des fondemens plus juſtes & plus ſolides ; les deux Peuples y trouvoient des avantages égaux ; & par la manière ouverte & affectueuſe avec laquelle ils ont vécu depuis entr'eux, elle devint enfin non-ſeulement un Traité politique entre les Gouvernemens, mais encore un lien moral entre les deux Nations. A préſent nos ames ſont unies comme nos intérêts, & nos cœurs, auſſi-bien que notre proſpérité, demandent la continuation de cette union.

Les Peuples d'Angleterre n'ayant point éprouvé ces changemens ne peuvent en avoir l'idée ; ils careſſoient, dans le fond de leurs cœurs, ces mêmes préjugés que nous foulions à nos pieds ; & le deſir de nous retenir ſous le joug, fut en eux une ſuite de cet égoïſme, & de cette médiocrité de vues que l'Amé-

rique dédaignoit. Nous mépriſions ce qui les enorgueilliſſoit, & ce fut une des raiſons principales qui firent manquer toutes leurs négociations, fondées ſur des principes ſi différens de ceux que nous venions d'adopter. Nous ſommes réellement à préſent un autre Peuple; nous ne pouvons plus revenir à notre ancienne ignorance, ni reprendre nos anciens préjugés, & l'eſprit une fois éclairé ne peut plus retomber dans les ténèbres; on ne peut à la fois connoître & ne pas connoître, & je ne crois pas qu'il exiſte de terme pour exprimer cet état de l'eſprit; c'eſt pourquoi toute eſpèce de tentative de la part de l'Angleterre, fondée ſur les anciennes diſpoſitions de l'Amérique, & ſur l'eſpoir de la ramener à ces diſpoſitions, me paroiſſent entièrement ſemblables à celles qu'on pourroit faire, pour perſuader à un homme qui voit, de devenir aveugle, ou à un homme ſpirituel & ſenſible, de devenir ſtupide. La première de ces choſes n'eſt pas naturelle, la ſeconde n'eſt pas poſſible.

La remarque que fait l'Abbé Raynal ſur la différence des deux Nations, dont l'une ſe gouverne en République, tandis que l'autre obéit à un Monarque, ne peut avoir de ſignification eſſentielle. Qu'importent aux Traités les formes des

Gouvernemens? Celles ci comprennent la police intérieure des Peuples, conſidérés comme iſolés & ſans aucun rapport les uns aux autres ; les Traités ſont partie de leur police extérieure, ſuivant les relations qu'ils ont entr'eux. Auſſi long-temps qu'ils rempliſſent leurs engagemens mutuels, nous n'avons pas plus de droit de rechercher leur conduite dans les affaires particulières, que nous n'en avons de nous ingérer dans les intérêts domeſtiques d'une famille.

Si l'Abbé Raynal y eut réfléchi un moment, il eût vu que quel que ſoit d'ailleurs la nature des Puiſſances qui gouvernent les hommes, ces puiſſances ſont entr'elles dans une égalité républicaine. C'eſt-là le premier & le véritable principe des alliances. L'ancienneté peut avoir aſſuré certains honneurs aux uns; le pouvoir donne naturellement à d'autres l'importance & la conſidération qui la ſuit. Mais tous s'accordent ſur l'égalité des droits de chacun. Il ſera bon d'ailleurs de remarquer ici qu'une Monarchie ne compromet en rien ſa félicité intérieure en s'alliant avec une République ; & que jamais la ruine des Républiques ne fut la ſuite de leurs alliances, mais ſeulement de leurs di-

viſions inteſtines. Il y a plus de deux cens ans que la France eſt alliée avec la Suiſſe, ſans que la conſtitution de cette dernière ait ſouffert plus d'altération que ſi elle ne ſe fut alliée qu'avec une République comme elle. Ce ſeul exemple ſuffiroit pour détruire entièrement la remarque de l'Abbé Raynal. Il ſeroit à ſouhaiter au contraire que les Gouvernemens favoriſaſſent le rapprochement des Peuples. On peut toujours trouver à perfectionner ſes mœurs ou ſes principes dans une communication plus libre & plus étendue ; & c'eſt par ce moyen que, ſans égard aux intérêts perſonnels, l'amitié peut s'étendre dans tout l'univers ſur les ruines des préjugés.

L'Abbé Raynal, nonobſtant ſes proteſtations en faveur de la liberté, ne laiſſe pas de s'oublier quelquefois, & l'on apperçoit que ſa théorie eſt plutôt le produit de ſon imagination que de ſon jugement. Preſque à l'inſtant où il vient de condamner l'alliance, comme ne s'accordant pas avec le bonheur du genre humain, il tombe en contradiction avec lui-même, en accuſant la France d'avoir agi dans cette occaſion avec ſi peu de réſerve & tant de généroſité. « Pourquoi, dit-il, (en parlant de

» la France) s'être mis par un Traité in-
» conſidéré, dans les fers du congrès, qu'on
» auroit tenu lui-même dans la dépendance par
» des ſubſides abondans & réglés. »

Quand un Auteur entreprend de traiter du bonheur public, il doit bien s'aſſurer auparavant que ſes paſſions ne peuvent l'égarer, & qu'il eſt incapable de prendre les rêves de ſon imagination pour des droits ou pour de principes. Les principes comme la vérité n'ont pas beſoin d'artifice; ils ſe préſentent naturellement, & toujours de la même manière. Mais tout ouvrage ſur ces matières, qui ne porte pas l'empreinte de l'évidence & de la ſimplicité, doit être examiné dans toutes ſes parties, comme un ouvrage de pure invention.

J'avoue que je ne puis m'empêcher d'être ſurpris de ce paſſage de l'Abbé Raynal; il ne ſignifie rien du tout, ou ſa ſignification eſt mauvaiſe; & dans l'un ou l'autre cas, il ſert à faire voir la prodigieuſe différence qui ſe trouve entre les connoiſſances de pure ſpéculation & les connoiſſances pratiques. Suivant le langage de l'Auteur, un Traité n'entraîneroit aucune affection entre les Peuples, & ſon influence bornée au beſoin du moment, ceſſeroit avec la

cauſe qui le produiſit. — La France agiſſant dans des vues ſupérieures à cette politique étroite, s'eſt établi par ſa généroſité une réputation plus noble, en même temps qu'elle s'aſſuroit l'amour d'un pays auquel elle étoit étrangère auparavant. Elle traitoit avec un Peuple qui ſuivoit ſimplement les inſpirations de la nature, & vit ſagement qu'aucun des avantages qu'elle avoit à ſe promettre des conditions inégales d'un traité artificieux, ne pouvoit balancer les biens plus durables, qui devoient réſulter pour elle d'une conduite plus franche & plus déſintéreſſée.

L'Abbé Raynal cherche à pénétrer enſuite les intentions ſecrètes des cabinets de Madrid & de Verſailles, par rapport à l'indépendance de l'Amérique. Je ne le ſuivrai point dans le détail de ſes conjectures: c'eſt une choſe ſuffiſamment frappante ſans qu'on s'y arrête, que l'ancienne union de l'Amérique avec l'Angleterre, compoſoit une puiſſance, qui, dirigée par cette dernière pouvoit devenir fatale au monde: & l'on peut ſuppoſer ſans invraiſemblance, que, ſi l'Angleterre, avant d'engager la querelle, eut connu nos forces auſſi bien qu'elle les connut depuis, loin de chercher à

nous ſubjuguer, elle nous eût propoſé la conquête du Méxique. Au reſte, quoiqu'il n'y ait aucune Puiſſance en Europe qui dût appréhender plus que l'Eſpagne, les ſuites de la bonne intelligence entre l'Angleterre & les Colonies Angloiſes; il eſt certain encore qu'elle n'a rien à craindre de ces Puiſſances déſunies.

Je m'arrêterai plus particulièrement ſur cette partie de l'Ouvrage, dans laquelle l'Abbé Raynal, ſaiſit une occaſion de ſe répandre en éloges & en témoignages d'admiration, ſur le refus qu'on fit en Angleterre, de la médiation propoſée en 1779, par la Cour de Madrid.

Il faut ſe ſouvenir qu'avant que l'Eſpagne ſe joignît à la France dans cette guerre, elle avoit entrepris le rôle de médiatrice, & propoſé au miniſtére Britannique des conditions ſi exceſſivement favorables pour l'Angleterre, que ſi elles euſſent été acceptées, elles pouvoient beaucoup nuire à l'Amérique, qui peut-être même n'auroit pu s'y prêter. Il faut ſe ſouvenir encore, que le cabinet Anglois rejetta ces propoſitions; ſur quoi l'Abbé Raynal s'exprime ainſi:

« C'eſt

« C'eſt dans une circonſtance pareille, c'eſt » lorſque la fierté élève les ames au-deſſus de » la terreur, qu'on ne voit rien de plus à re- » douter que la honte de recevoir la loi, & » qu'on ne balance pas entre la ruine & le deſ- » honneur : c'eſt alors que la grandeur d'une » nation ſe déploie ; j'avoue toutefois que les » hommes accoutumés à juger des choſes par » l'événement, traitent les grandes & péril- » leuſes révolutions d'héroïſme ou de folie, » ſelon le bon ou le mauvais ſuccès qui les » ont ſuivies. Si donc l'on me demandoit quel » eſt le nom qu'on donnera dans quelques an- » nées à la fermeté que les Anglois ont mon- » trée dans ce moment, je répondrois que je » l'ignore. Quant à celui qu'elle mérite, je le » ſais ; je ſais que les annales du monde ne » nous offrent que rarement l'auguſte & ma- » jeſtueux ſpectacle d'une Nation qui aime » mieux renoncer à ſa durée qu'à ſa gloire ».

Les idées exprimées dans ce paragraphe ſont grandes, & préſentées d'ailleurs avec élégance & nobleſſe ; mais le coloris en eſt trop fort, & la reſſemblance s'y perd dans les détails trop flatés. L'art de proportionner à ſon ſujet ſes penſées & ſon ſtyle, de manière à

frapper directement le but qu'on ſe propoſe, ſans s'égarer jamais dans de vaines digreſſions, me paroît la véritable pierre de touche du talent d'écrire. Dans la plupart de ſes Ouvrages, l'Abbé Raynal ( qu'il me pardonne cette remarque ) me paroît s'écarter trop ſouvent de ſon ſujet ; il les ſurcharge d'une inutile variété : On peut les comparer à quelque payſage agréable & déſert, au travers duquel on n'a pratiqué nulle route ; tous les objets y flatent également la vue, aucun nela fixe & ne l'attire ; on s'y plaît, on aime à s'y égarer, mais il eſt difficile d'en trouver l'iſſue.

Avant de me permettre aucune obſervation ſur l'eſprit & la compoſition de ce paſſage, je vais le rapprocher des circonſtances auxquelles il fait alluſion.

Si nous examinons attentivement la nature de ces circonſtances, nous trouverons bientôt que les Anglois ne méritent en rien les louanges outrées de l'Abbé Raynal. Le refus de la médiation, fut plutôt l'effet de leur vanité que de leur courage ; bien loin que leur ſituation fut déſeſpérée, elle n'étoit pas même extrêmement périlleuſe ; & par conſéquent, ces expreſſions exagérées ſur la prétendue réſolution

qu'ils prirent de renoncer à leur exiſtence, plutôt qu'à leur gloire, ne conviennent en rien à la ſituation où ils ſe trouvoient alors. Ils avoient les plus fortes eſpérances de ſubjuguer l'Amérique, & ne voyoient contre eux d'autre puiſſance maritime que la France; puiſqu'il n'étoit pas même sûr que le refus de la médiation déterminât l'Eſpagne à s'unir à cette dernière. Ne pouvoit-il pas enfin ſe préſenter d'autres médiations plus favorables que celles qu'ils refuſoient? Mais ſuppoſé qu'il ne s'en préſentât pas, & qu'enfin l'Eſpagne prît le parti de faire cauſe commune avec la France, les forces navales de la Grande-Bretagne, qui, d'ailleurs lui étoient abſolument inutiles en Amérique, n'avoient toujours à ſe déployer que contre celles de ces deux Nations, auxquelles on ſait qu'elle ſe croyoit infiniment ſupérieure.

Quelques puſſent être enfin, les ſuites de cette démarche, il eſt bien certain qu'elle n'entraînoit nullement pour la Grande Bretagne l'idée de renoncer à ſon exiſtence. Il n'eſt pas de la politique de l'Europe de permettre la deſtruction totale d'aucune des Puiſſances qui la compoſent, mais ſeulement de s'oppoſer aux vues ambitieuſes de quelques-

unes d'entre elles. L'Angleterre étant une Isle ; se trouve garantie par sa position naturelle des dangers d'une invasion : bien loin qu'elle prévit sa ruine, elle prodiguoit les trésors, & ne méditoit que des conquêtes ; & quoiqu'alors elle n'eût fait aucune perte, & qu'il ne lui en coutât encore que les frais de la guerre, elle ne laissoit pas d'envisager d'un œil avide les plus riches dédommagemens.

Si l'Abbé Raynal se plaît tant à représenter les singularités frappantes des caractères nationaux, l'Amérique pouvoit fournir une ample matière à ses louanges. Il y auroit trouvé des hommes, qui, sans connoître quel parti l'Europe voudroit prendre dans leur querelle, se déterminent, sur un plan dont l'expérience n'avoit pas encore démontré la solidité, à braver une puissance contre laquelle les Nations les plus formidables avoient échoué : sans autre connoissance que celle des principes sur lesquels ils fondoient leur résolution, ils avoient tout à apprendre ; dépourvus des choses nécessaires à leur défense, ils avoient à se les procurer : supérieurs à la bonne comme à la mauvaise fortune, ils se sont vû réduits aux derniers termes du malheur, sans que leur cou-

rage en fût ébranlé ; & dans les retours de la proſpérité la plus inattendue, ils n'ont point dégradé la dignité de leur caractère, par les vains éclats d'une joie puérile. Les héſitations ou le découragement ſont des choſes également inconnues aux Américains, & l'on peut dire qu'ils étoient préparés à tout ; car toutes les circonſtances poſſibles ſe trouvoient renfermées dans la réſolution inébranlable qu'ils avoient priſe, de vaincre ou de mourir.

Dans l'état où ſe trouvoit l'Amérique en 1778, il y eut ſans doute plus de courage de ſa part, à rejetter les propoſitions qui lui furent faites au nom de l'Angleterre, que n'en montra la Cour de Londres dans le refus qu'elle fit de la médiation de l'Eſpagne : c'eſt ce qui fait, que d'autres Hiſtoriens, frappés comme l'Abbé Raynal, de la vigueur & de la fierté de cette réſolution, n'ont pas manqué de l'attribuer à un événement, dont nous n'avions alors aucune connoiſſance, je veux parler du traité conclu avec la France, & certainement l'erreur dans laquelle ils étoient tombés, fait bien voir l'idée qu'ils avoient conçue de la magnanimité de cette conduite, puiſqu'ils ont eu recours pour l'expliquer, à

des cauſes qu'ils regardoient comme en proportion avec elle, ſans ſavoir que ces cauſes ſe trouvoient dans les principes devenus familiers à la Nation (1).

---

(1) Extrait d'un Ouvrage intitulé : *Courte revue du préſent Règne.*

EN ANGLETERRE.

*Page 45, dans le nouveau Regiſtre annuel * pour l'année 1780.*

» Les Commiſſaires Anglois qui vinrent en Amé-
» rique, pour propoſer des conditions de paix aux
» Colonies, en conſéquence des Bills conciliatoires
» du Lord North, ne purent réuſſir dans cette négo-
» ciation. Des conceſſions qui auroient été reçues
» auparavant avec la plus grande reconnoiſſance,
» furent rejettées avec dédain. Le temps de l'orgueil
» & de la hauteur étoit venu pour les Américains.
» Il eſt probable cependant que l'orgueil tout ſeul
» ne dicta pas les réſolutions du Congrès, & qu'elles
» furent l'effet du peu de confiance qu'avoient les
» Américains dans la ſincérité des offres de la Grande-
» Bretagne, de la réſolution qu'ils avoient priſe de
» n'abandonner jamais leur liberté, & *ſur-tout des*
» *engagemens dans leſquels ils étoient entrés, par leur*
» *dernier Traité avec la France.*

---

* In the new annual Regiſter for the year 1780.

Mais indépendamment de leur injuſtice, ces louanges, que prodigue l'Abbé Raynal, ſont encore ſujettes à d'autres objections de la part du Moraliſte & du Philoſophe. Elles ſont l'effuſion d'un ſentiment barbare, & ſemblent deſtinées à prévenir ces retours d'humanité, qui ſeuls pourroient expier la conduite criminelle que l'Angleterre a tenue juſqu'à préſent. Elles tiennent lieu d'une eſpèce d'opium pour calmer les remords de la Cour. Elles endorment, dans un ſommeil léthargique, la conſcience d'une Nation ; & ſouvent on fait plus de mal par cette affectation, à prêter au crime des excuſes ſpécieuſes, qu'on n'en pourroit faire en s'en déclarant ouvertement le protecteur.

L'Angleterre eſt à préſent le ſeul Empire qui retienne le monde plongé dans le trouble & dans la guerre ; & l'Abbé Raynal développeroit un caractère à la fois plus noble & plus juſte, ſi loin de la flater comme il le fait ſur les excès auxquels elle s'eſt portée, il lui eût adreſſé au contraire ces queſtions importantes.

N'y a-t-il donc pas aſſez de maux dans le monde, & des maux déja trop difficiles à ſupporter, ſans que l'homme s'applique encore à multiplier les moyens de ſa deſtruction ? Sa

vie eſt-elle donc ſi longue, que ce ſoit une néceſſité, que ce ſoit même un devoir d'en précipiter la fin ? Le ſentier qu'il parcourt eſt-il ſi doux, ſi parſemé de toutes ſortes de plaiſirs, qu'il ait quelquefois beſoin du malheur, pour mieux apprécier enſuite les agrémens de ſa ſituation ? Ah, malheureux ! demande à ton cœur, dévoré de tous les chagrins ; demande à ton corps, épuiſé par des maladies rebelles au ſecours de l'art ; interroge toute ta perſonne, & vois ſi c'eſt-là ton hiſtoire.

Mais je termine mes remarques ſur ce ſujet, pour examiner un autre paſſage dans lequel l'Abbé Raynal laiſſe appercevoir *une veine* de malignité, & qui pis eſt d'injuſtice.

Après avoir chicané quelque-temps ſur les cauſes du Traité, il eſquiſſe les différens caractères des Peuples alliés. « Eſt-il poſſible, dit-il, » qu'une union étroite puiſſe long-temps ſubſiſter entre des Confédérés d'un caractère » auſſi oppoſé que le François emporté, dédaigneux & léger ; l'Eſpagnol lent, hautain, » jaloux & froid ; l'Américain qui tient ſecrètement ſes regards tournés vers ſa mère patrie, & qui ſe réjouiroit des déſaſtres de ſes » Alliés, s'ils étoient compatibles avec ſon » indépendance ? »

En général le monde accueille avec plaiſir ces portraits bizarres, que l'inimitié trace à la hâte, & répand, par vengeance, ou *ſeulement* par malignité; mais ces miſérables jeux d'un eſprit léger ſont toujours au-deſſous de la gravité du Philoſophe, ſur-tout s'il lui arrive de s'y livrer ſans provocation, & ſi, loin d'être utiles, ils peuvent, au contraire, cauſer beaucoup de mal..... Sans doute l'Abbé Raynal auroit pu peindre de couleurs imaginaires, les différens caractères de tous les Peuples du monde, qui peuvent à leur tour repréſenter le ſien chacun à ſa mode; juſqu'à ce que dans cette guerre d'eſprit, les véritables traits caractériſtiques ſe trouvent entièrement perdus. La gaieté d'une Nation & la gravité d'une autre, peuvent être tellement défigurées par une peinture exagérée, que ce tableau dégénère en une charge groſſière, dont le ridicule ſe répand juſques ſur le peintre.

Pourquoi l'Abbé Raynal n'examine t-il pas un peu plus attentivement, & ne rend-il pas juſtice au mérite de chacun? Pourquoi, par exemple, ne s'arrête-t-il pas avec plaiſir ſur cette grandeur de caractère, & ſur ce déſintéreſſement que la France a toujours développé dans le cours de ſes conquêtes, & que l'Angle-

terre même s'eſt vue contrainte d'avouer ?

Il eſt une choſe du moins ( & l'on en pourroit citer beaucoup d'autres ) ſur laquelle les alliés ſe ſont conſtamment accordés; tous ayant, pour ainſi dire, diſputé de douceur & de clémence dans le traitement qu'ils ont fait à leurs ennemis. L'Eſpagne, dans la conquête de Minorque & des Iſles de Bahama, confirme parfaitement cette remarque; & malgré les outrages qu'avoit reçus l'Amérique depuis le commencement de la guerre, elle n'a pas varié dans ſon plan de modération. L'Angleterre ſeule s'eſt montrée inſolente & cruelle.

Mais pourquoi charger l'Amérique d'une inculpation qu'elle n'a méritée, ni par ſa conduite, ni par ſes principes, & qui la déshonoreroit aux yeux du monde, ſi elle étoit prouvée ? Je veux parler du reproche que lui fait l'Auteur, de manquer d'attachement pour ſes Alliés, & de ſe réjouir de leurs pertes. Elle s'eſt efforcée à la vérité de faire connoître au monde que, loin d'avoir été l'agreſſeur dans ſa querelle avec l'Angleterre, elle n'avoit, au contraire, ni cherché, ni ſouhaité les moyens de rompre; mais il y auroit à la fois de l'injuſtice & de la cruauté à s'autoriſer de la candeur

de ſes aveux, pour flétrir ſon caractère par des imputations qu'on ne peut fonder que ſur ces mêmes aveux.

Le refus qu'elle fit des propoſitions de l'Angleterre en 1778, avant d'être informée du Traité avec la France, s'accorde-t-il avec la peinture que l'Abbé Raynal fait de ſes diſpoſitions ? Une ſeule circonſtance tirée de ſa conduite peut-elle juſtifier ce qu'il avance ?..... Mais il exiſte une autre preuve de l'eſpèce la plus forte en faveur de notre innocence, c'eſt que parmi toutes les lettres, ſoit officielles, ſoit particulières, qui furent priſes en différens temps, dans les différentes parties de l'Amérique, & publiées à Yorck-Town, il ne s'en trouve aucune ſur laquelle on puiſſe établir les reproches qu'on nous fait.

Nous ne vivons point ſous un de ces Gouvernemens qui craignent & qui répriment la liberté des diſcours ; ſi donc on s'obſerve parmi nous ſur quelques ſujets, ce ne peut être que par la crainte d'encourir le reſſentiment du Peuple. Or, je demande à préſent ſur quelle baſe peuvent porter les reproches de l'Abbé Raynal, ſi la diſpoſition générale eſt telle en Amérique, qu'il ſeroit dangereux d'y montrer

les moindres ſignes de joie à l'occaſion des malheurs de nos Alliés ; & ſi d'ailleurs on n'a pu trouver dans nos lettres, ſoit publiques, ſoit particulières, aucune raiſon de juſtifier de ſemblables ſoupçons ? J'ignore quelles perſonnes cet Auteur voyoit en France ; tout ce que je ſais, c'eſt que le compte qu'il rend des affaires de l'Amérique, ne s'accorde en rien avec la vérité.

Si l'Abbé Raynal ſe fut trouvé en Amérique, quand on y fut informé, pour la première fois, du malheur arrivé à la flotte du Comte de Graſſe aux Indes occidentales, il eût facilement reconnu ſon erreur. Je ne me rappelle aucune circonſtance, ſi l'on en excepte la perte de Charles Town, dans laquelle notre douleur ait été plus vive. Nous attendions, dans les agitations de l'eſpérance & de la crainte, la nouvelle qui devoit confirmer ou détruire ces premiers bruits ; enfin, quand cette perte nous eût été perſonnelle, elle n'auroit pas été plus fortement ſentie ; & ce n'étoit pas-là cependant un de ces événemens capables d'expoſer notre indépendance.

L'Abbé Raynal ſe trompe ſi groſſièrement & ſi ſouvent dans ſes détails géographiques

ſur les treize Etats-Unis, que je ne pourrois relever toutes ſes fautes ſans excéder de beaucoup les bornes que je me ſuis preſcrites. Ces ſortes d'erreurs n'étant ni politiques ni hiſtoriques, ni *ſentimentales*, la nature même d'un pays les dément continuellement; c'eſt pourquoi je ne m'y arrêterai pas. Je remarquerai ſeulement, que je n'ai pas encore vu une deſcription de l'Amérique faite en Europe, ſur la fidélité de laquelle on puiſſe compter : pour s'en faire une juſte idée, il faut la voir & la parcourir.

Quoique j'aie déja donné à cette lettre plus d'étendue que je ne me l'étois propoſé d'abord, je me trouve cependant obligé de ſupprimer pluſieurs obſervations qui devoient y trouver place ſuivant mon premier plan. J'aurois déſiré de tout mon cœur que l'ouvrage de l'Abbé Raynal n'eût pu me fournir que des ſujets d'éloges; mais les idées fauſſes qu'il contient, & les impreſſions dangereuſes que peuvent laiſſer ces idées, me ſerviront d'apologie & juſtifieront la liberté de mes remarques.

L'Abbé Raynal a fait une eſpèce de précis de la brochure intitulée : *Le Sens-Commun*, qu'il a inſéré ſous cette forme dans ſon propre

ouvrage ; & quoiqu'il n'en convienne nulle part, on pourroit citer beaucoup d'autres paſſages qu'il a tirés de la même ſource. Par exemple il a copié preſque littéralement la diſtinction entre la Société & le Gouvernement par laquelle commence la brochure, & toutes les remarques qu'il fait d'ailleurs à ce ſujet, ſont ſi parfaitement conformes aux idées qui ſe trouvent dans le *Sens-Commun*, qu'on n'y ſauroit remarquer d'autres différence, que celle des mots & du ſtyle. (1).

---

(1) *Le Sens Commun.*

» Quelques Ecrivains ont confondu la Société avec le Gouvernement, au point de les diſtinguer à peine l'un l'autre ; tandis que ces choſes diffèrent non-ſeulement en elles-mêmes, mais encore par leur origine. »

» La Société fut le réſultat de nos beſoins, & les Gouverneme s furent le réſultat de notre méchanceté : la Société contribue poſitivement à notre bonheur par la réunion de nos affections, & les Gouvernemens y contribuent négativement en réprimant nos vices. »

Les paragraphes ſuivans offrent moins de reſſem-

*L'Abbé Raynal.*

Il faut bien ſe donner de garde de confondre enſemble les Sociétés & les Gouvernemens ; pour les connoître, cherchons leur origine.

La Société eſt née des beſoin des hommes, & les Gouvernemens de leurs vices. La Société tend toujours au bien ; le Gouvernement doit toujours tendre à réprimer le mal.

Cependant, comme il eſt temps que je finiſſe cette Lettre, je ne me permettrai point de nouvelles obſervations, & je vais jetter un coup-d'œil rapide ſur l'état des affaires publi-

---

blance dans le langage; mais il eſt aiſé de reconnoître que les idées de l'un ſont entièrement copiées de l'aatre.

*Le Sens Commun.*

» Pour nous faire une idée claire & juſte du but & de la fin du Couvernement, imaginons un petit nombre d'hommes qui ſe rencontrent dans quelque lieu ſéparé du reſte du monde. Ces hommes ainſi raſſemblés, peuvent repréſenter les premières peuplades de quelques contrées, ou même de la terre entière. Dans cet état de liberté naturelle la Société ſera leur première penſée; mille motifs les y porteront: la force d'un homme eſt ſi peu proportionnée à ſes beſoins, ſon ame eſt ſi peu faite pour une ſolitude perpétuelle, qu'il eſt bientôt obligé de rechercher l'aſſiſtance d'un autre homme, qui, de ſon côté, demande les mêmes ſecours. Quatre ou cinq individus réunis ſeront en état d'élever

*L'Abbé Raynal.*

L'homme jetté comme au hazard ſur ce globe, environné de tous les maux de la nature; obligé ſans ceſſe de défendre & de protéger ſa vie contre les orages & les tempêtes de l'air, contre les inondations des eaux, contre les feux & les incendies des volcans, contre l'intempérie des zônes ou brûlantes ou glacées, contre la ſtérilité de la terre qui lui refuſe des alimens, ou ſa malheureuſe fécondité qui fait germer ſous ſes pas des poiſons; enfin, contre les dents des bêtes féroces qui lui diſputent ſon ſéjour & ſa

ques, depuis le temps où l'ouvrage de l'Abbé Raynal a été publié.

---

*Le Sens Commun.*

une habitation tolérable au milieu du déſert le plus ſauvage ; mais un homme ſeul pourroit épuiſer dans le travail un temps plus long que le cours ordinaire de la vie, ſans qu'il lui fût poſſible de rien achever. Il ne pourroit remuer de la place l'arbre qu'il auroit abattu, ni l'élever ou le placer enſuite ſelon ſes vues. A chaque inſtant, la faim, ou d'autres beſoins, le forceroient d'interrompre l'ouvrage commencé. Une maladie légère, un accident, entraîneroient preſque toujours la mort de cet être iſolé : incapable alors de pourvoir à ſa nourriture, il mourroit de faim & de misère autant que des ſuites naturelles de ſon mal. Ainſi, ſemblable à la gravitation qui tend à réunir ſans ceſſe les parties ſéparées de la matière, la néceſſité raſſemblera bientôt en corps de ſociété les nouveaux Colons ; bientôt ils trouveront dans

*L'Abbé Raynal.*

proie, & le combattant lui-même, ſemblent vouloir ſe rendre les dominateurs de ce globe dont il croit être le maître. L'homme dans cet état, ſeul & abandonné à lui-même, ne pouvoit rien pour ſa conſervation. Il a donc fallu qu'il ſe réunît & s'aſſociât avec ſes ſemblables, pour mettre en commun leur force & leur intelligence. C'eſt par cette réunion qu'il a triomphé de tant de maux, qu'il a façonné ce globe à ſon uſage, contenu les fleuves, aſſervi les mers, aſſuré ſa ſubſiſtance, conquis une partie des animaux, en les obligeant de le ſervir, & repouſſé les autres loin de ſon empire, au fond des déſerts ou des bois, où leur nombre

Sans doute il faut bien que les ames accoutumées à la baſſeſſe & à l'injuſtice, en viennent enfin à commettre naturellement & preſque ſans réflexion des actions baſſes & injuſtes. Comment pourrions-nous expliquer autrement la rupture de l'Angleterre avec la Hollande ?

---

*Le Sens Commun.*

des avantages communs & dans leur ſoulagement mutuel les fruits de leur union ; & tant qu'ils reſteront parfaitement les uns par rapport aux autres, dans les bornes de la juſtice, ils pourront ſe paſſer de Gouvernemens & de Loix. Mais comme, ſi l'on en excepte les perfections céleſtes, il n'y a rien que le vice ne puiſſe altérer ou corrompre, il arrivera néceſſairement qu'à meſure qu'ils auront ſurmonté les premières difficultés de leur établiſſement, qui les attachoient tous à la cauſe commune, l'affection réciproque diminuera par dégrés ; ils ſe réfroidiront dans la pratique de leurs devoirs moraux ; & ce premier relâchement ſera pour eux le ſigne indubitable de la néceſſité d'établir une forme de Gouvernement, qui puiſſe remplacer les vertus qu'ils auront perdues.

*L'Abbé Raynal.*

diminue de ſiècle en ſiècle. Ce qu'un homme ſeul n'auroit pû, les hommes l'ont exécuté de concert, & tous enſemble ils conſervent leur ouvrage. Telle eſt l'origine, tels ſont l'avantage & le but de la Société.

Le Gouvernement doit ſa naiſſance à la néceſſité de prévenir & de réprimer les injures que les aſſociés avoient à craindre les uns des autres. C'eſt la ſentinelle qui veille pour empêcher que les travaux communs ne ſoient troublés.

Pour bien connoître la politique qui détermina le miniſtère Britannique dans cette occaſion, il faut ſavoir quelle idée l'on avoit en Angleterre des diſpoſitions du Peuple Hollandois, & déduire de cette connoiſſance les ſuites qu'on ſe promettoit d'une telle démarche.

Si les Miniſtres Anglois avoient penſé que la Hollande prendroit ſérieuſement le parti de s'allier avec la France, l'Eſpagne & l'Amérique, jamais ils n'auroient oſé la provoquer : Cette conduite eût été en politique le comble de la folie, à moins qu'ils ne ſe proposâſſent d'empirer tellement par là leur condition, qu'elle pût leur ſervir un jour de prétexte pour ſe juſtifier à leurs propres yeux des nombreux ſacrifices qu'ils ſe verroient obligés de faire au monde. Il y a dans quelques hommes une certaine tournure d'eſprit qui les porte à rechercher des raiſons ſpécieuſes pour colorer leur foibleſſe, comme un vaiſſeau déſemparé dans le combat, attend avec impatience pour amener ſon pavillon, l'approche d'un ennemi ſupérieur. Je ne rechercherai point ſi cette conduite a ſon principe dans la grandeur ou dans la foibleſſe de l'ame ; je pencherois plutôt cependant vers la dernière ſuppoſition, puiſque

ſans doute ces miſérables fineſſes ſont toujours le réſultat d'une incapacité ſentie de ſupporter dignement l'infortune quelle qu'en puiſſe être la cauſe.

Au reſte, les démarches ultérieures des Miniſtres Anglois, ont bien montré que ce n'étoit pas-là le but de leur politique ; & par conſéquent il faut chercher ailleurs les motifs de leur première conduite avec la Hollande.

La vérité du fait, eſt qu'ils avoient conçu de cette Nation l'idée la plus mépriſable. Ils regardoient les Hollandois comme des hommes prêts à ſe ſoumettre à tout, & qu'on pouvoit inſulter ou dépouiller à ſon gré, ſans avoir rien à craindre de leur reſſentiment.

Cette opinion du cabinet Anglois explique parfaitement ſa conduite dans cette occaſion : Il ſuppoſoit, qu'après avoir volé à la Hollande quelques millions ſterling à la ſuite des premières hoſtilités, il pourroit facilement faire la paix avec elle aux conditions qu'il lui plaîroit d'impoſer. Effectivement il n'eut pas plutôt rempli ſes vues de pillage, qu'il fit des propoſitions d'accommodement qui furent rejettées.

Quand une fois les ames perdent le ſentiment de leur propre dignité, elles deviennent

incapables de juger convenablement de celles d'autrui. La guerre d'Amérique a forcé l'Angleterre à tant de démarches abſurdes, que rapportant la conduite des autres à la ſienne, elle ne ſait plus voir en quoi conſiſte ailleurs la dignité nationale : ici, par exemple, elle attendoit de la Hollande la ſoumiſſion & la duplicité dont ſouvent elle-même avoit donné des preuves dans le courant de la guerre.

Il ſemble que ce ſoit une choſe dangereuſe & nullement politique de s'allier avec la Grande Bretagne, la Hollande & l'Amérique ſont des preuves de la vérité de cette obſervation : que ces pays s'allient avec la France ou l'Eſpagne, l'Angleterre ne manquera pas de les rechercher & de les traiter avec reſpect; qu'ils s'allient au contraire avec elle, elle ſaiſira la première occaſion de les inſulter & de les dépouiller. Dans le premier cas, elle craint ~~des offenſes~~ les offenſes à cauſe de leurs protections; dans le ſecond, elle ne craint rien. Voilà quel a toujours été juſqu'à préſent le principe de ſa conduite.

Un autre événement qui a eu lieu depuis la publication de l'Ouvrage de l'Abbé Raynal, & même depuis le temps où j'ai commencé cette Lettre, eſt le renouvellement du Miniſtère An-

glois. On ne ſait point encore quel parti prendra le nouveau cabinet par rapport à l'Amérique, & c'eſt dans le fond, une choſe aſſez peu intéreſſante, à moins qu'il ne ſoit ſérieuſement diſpoſé à favoriſer la concluſion d'une paix générale & honorable.

L'expérience a démontré, que c'eſt non-ſeulement une choſe impraticable de conquérir l'Amérique, mais qu'il ſeroit encore plus difficile de ſoumettre ſon génie, & de la ramener à ſon ancienne façon de penſer. Depuis le commencement de la guerre, c'eſt-à-dire, depuis environ huit ans, des milliers de nos jeunes gens ſont devenus hommes; ces nouveaux citoyens ne connoiſſent rien de l'Angleterre que ſon inimitié barbare: ils jugent de l'indépendance de l'Amérique, comme un Anglois juge du Gouvernement d'Angleterre; ils la regardent comme la baſe de la conſtitution naturelle & primitive du pays; d'un autre côté, des milliers de nos vieillards imbus des préjugés Anglois, ont déjà quitté, ou quittent tous les jours les affaires & la vie. La ſucceſſion naturelle des générations diminue chaque jour les avantages des Anglois. Le temps & la mort, ces implacables ennemis, les combattent

ſans relâche ; & les relevés des morts dans toutes les parties de l'Amérique, ſont les Thermometres les plus sûrs du déclin de leur puiſſance. Dès leurs berceaux, au milieu de leurs jeux, nos enfans s'accoutument à les entendre nommer, à les nommer ennemis ; une tradition fidelle leur tranſmet l'hiſtoire de nos misères ; ils ne voient autour d'eux que des maiſons brûlées, des campagnes ruinées ; on ne les entretient que de leurs pères, de leurs oncles, de leurs parens maſſacrés ; & la première leçon de leur première enfance, ſe trouve dans ces cruelles paroles : *tous ces maux furent l'ouvrage des Anglois !*

Les Politiques Anglois, qui ne s'occupent que des intérêts actuels de l'Angleterre, & qui ne conſidèrent pour ainſi dire dans l'homme, que l'âge de la force & des affaires, ne font pas aſſez d'attention à ce cours naturel des choſes, parce qu'ils ne traitent chez eux qu'avec des contemporains, ils ne penſent pas à la génération qui s'élève en Amérique, qu'ils ne pourront connoître, & dont ils ne pourront être connus : dans peu d'années tous les ſouvenirs ſeront effacés ; à peine connoîtra-t-on, à peine demandera-t-on parmi nous, les noms

des Rois ou des Miniſtres qui gouverneront l'Angleterre.

La nouvelle adminiſtration angloiſe, eſt compoſée de perſonnes qui ont toujours été contraires à la guerre, & qui ont conſtamment déſapprouvé les meſures violentes des anciens Miniſtres; elles conſidéroient la guerre d'Amérique comme nuiſible à leurs prétentions, & s'y oppoſoient ſur ce principe; mais que font toutes ces choſes à l'Amérique? Elle n'a rien à démêler avec les particuliers; les intérêts privés, les motifs ſecrets ou publics, doivent lui être également indifférens; elle ne connoit en Angleterre que la nation entière, avec laquelle elle doit faire la guerre ou la paix.

Quand chaque Miniſtre Anglois ſeroit un *Chatam*, cela n'influeroit en rien ſur notre politique. La mort a aſſuré à la mémoire de cet homme d'Etat une réputation qu'il eût perdue par une plus longue vie; les idées qu'il avoit adoptées, & les plans qu'il forma vers la fin de ſa carrière, auroient été ſuivis de conſéquences auſſi funeſtes pour l'Amérique, & ſurement auſſi mal reçues des Américains, que ceux même du Lord North; & l'on peut y re-

marquer d'ailleurs tant de contradictions, d'inconſéquences ou même d'abſurdités, qu'on a peine à ſe perſuader qu'ils aient été l'ouvrage d'un homme de bon ſens.

Il y a grande apparence que beaucoup de Membres de la dernière minorité, ont ſuppoſé que l'Amérique recevroit volontiers d'eux, s'ils étoient en place, des conditions dont elle ne voulut pas même entendre parler quand elles lui furent propoſées par l'ancienne adminiſtration. Cette idée, s'ils l'ont eue, ne peut ſervir qu'à prolonger la guerre; & l'Angleterre ne tardera pas à reconnoître, par la perte de pluſieurs millions, le danger de ces ſortes d'erreurs. Au reſte ſi les nouveaux Miniſtres ſavent éviter prudemment les dangers de cette politique déſeſpérée, ils prouveront par-là qu'ils ſont en effet meilleurs Pilotes que ne le croit le monde, qui s'attend à chaque jour à voir leur barque fragile ſe briſer ſur la pointe de quelqu'écueil caché.

Il y a cependant un point ſur lequel ils peuvent ſe montrer véritablement grands; ils n'ont pas beſoin pour cela d'une ouverture plus brillante, & jamais ils ne peuvent trouver une occaſion plus favorable d'exercer leur grandeur d'ame & leur humanité.

La Nation Angloiſe a beſoin d'une réforme totale, qui lui donne en quelque ſorte une ame nouvelle, un cœur plus vaſte & capable de contenir tout l'univers. Elle ſe procureroit à la fois un bonheur plus durable & plus de richeſſes réelles, ſi, loin de ſe renfermer dans les bornes d'une Iſle, & d'être en guerre avec le reſte du monde, elle ſe mêloit paiſiblement avec les autres Peuples, & pouvoit dire un jour, avec ſincérité, je ne ſuis l'ennemi d'aucun d'entr'eux. Le temps des ruſes & de la politique artificieuſe eſt paſſé. L'Europe a trop d'expérience, & l'Amérique eſt trop ſage pour s'y laiſſer prendre déſormais. Il n'y a plus à préſent qu'un plan vaſte, neuf & profondément combiné, qui puiſſe réuſſir. Employer la ſéduction pour déterminer l'Amérique à renoncer à ſon indépendance, ou chercher à la détacher de ſes Alliés par la corruption, ſont de miſérables manœuvres, indignes d'un grand génie, & que des cœurs honnêtes dédaigneroient de tenter. Ce ſeroit une déteſtable politique que celle qui ne s'appliqueroit qu'à dégouter les hommes de l'innocence & de la vertu; le Miniſtre qui ſe conduiroit ſur de ſemblables principes, ne ſeroit qu'un lâche appoſté pour abuſer

du pouvoir ; & dont le caractère pourroit être désigné par les qualifications les plus odieuses.

Si les dispositions de l'Angleterre sont telles, qu'elle ne veuille pas concourir aux vues d'une paix honorable & générale, & si la guerre doit continuer, je ne puis m'empêcher de souhaiter que les Alliés actuels de l'Amérique, ou ceux qu'elle peut acquérir un jour, se trouvent seuls en butte à ses fureurs. Avec quelle joie nous embrasserions une occasion de prouver au monde que l'honneur nous est aussi cher que la liberté ; & que nous n'abandonnerons jamais dans aucune situation, ceux qu'aucunes considérations ne purent porter à nous abandonner. La paix est sans doute un objet desirable aux yeux de tout homme capable de réflexion ; mais *cette paix*, qui ne peut s'acheter qu'aux dépens de l'honneur, souille d'un crime celui qui la propose, & devient une malédiction pour celui qui l'accepte.

Mais seroit-il impossible, seroit-il même très-difficile d'amener l'Angleterre à former une liaison durable avec la France & l'Espagne, & de l'engager à renoncer pour toujours à ces préjugés invétérés qu'elle a trop écoutés jusqu'à présent, & qui la précipitant dans des guerres

infructueuſes, n'ont ſervi qu'à raſſembler ſur elle le fardeau d'une dette immenſe, en même temps qu'ils ont empoiſonné ſon repos & détruit ſes mœurs? Nous avons porté comme elle le joug peſant de ces mêmes préjugés; mais l'expérience nous a montré notre erreur, & de plus juſtes réflexions nous en ont entièrement corrigés.

L'idée d'une Nation véritablement grande, renferme néceſſairement les principes de la Société univerſelle. Un tel Peuple ne meſure point l'étendue de ſes affections ſur celle des lieux; il conſidère généralement les hommes de tous les pays & de toutes les conditions, comme l'ouvrage du même Créateur. La rage des conquêtes a dominé, le règne des vertus aimables ne peut-il avoir ſon tour? Les Alexandre & les Céſar de l'antiquité n'ont laiſſé derrière eux que des monumens de deſtruction & leur mémoire eſt en horreur: tandis que tous les Peuples & tous les âges paieront un tribut de reconnoiſſance éternelle à ces génies bienfaiſans, qui les premiers enſeignérent aux hommes les ſciences & les douceurs de la Société. Je ne crains pas de le dire, un ſeul Philoſophe, même au milieu des ténèbres du Paga-

niſme, fit cent fois plus de bien au monde que n'en firent jamais tous les Conquérans.

Si la révolution à laquelle nous devons notre indépendance doit un jour être diſtinguée des autres révolutions, comme ayant ſervi de premier fondement à l'établiſſement d'un nouveau ſyſtême de civiliſation générale, ce ſera la marque la plus évidente qu'elle puiſſe recevoir de l'approbation céleſte; & comme ce ſujet s'accorde parfaitement avec les talens de l'Abbé Raynal, je le recommande à ſon génie avec l'affection d'un ami, & l'ardeur d'un citoyen de l'univers.

## *POST-SCRIPTUM.*

Depuis la concluſion de la lettre précédente, quelques bruits relatifs à la pacification générale, ſont parvenus juſqu'en Amérique. Je ne conſidère point les fondémens de ces bruits, non plus que l'éloignement ou la proximité de l'événement qu'ils annoncent; mais comme cette matière doit devenir tôt ou tard un objet d'attention ſérieuſe, il ne ſera pas hors de propos d'examiner dès-à-préſent, avec impartialité, quelques points qui ramènent naturel-

lement à ce ſujet, ou qui ſont liés avec lui.

L'indépendance de l'Amérique eſt à préſent établie ſur des fondemens auſſi ſolides que celle d'aucun autre pays actuellement en état de guerre. Ce n'eſt pas le temps, c'eſt le pouvoir qui donne de la conſiſtance aux Gouvernemens. Les Nations en guerre s'informent peu de leur ancienneté réciproque. C'eſt ſur leur force immédiate; c'eſt ſur leurs alliances, qu'elles doivent fonder l'eſpoir de leur conſervation & de leur durée. A quoi l'on peut ajouter, que les droits les plus nouveaux étant auſſi-bien des droits que ceux qui ſont conſacrés par des milliers d'années; l'indépendance de l'Amérique, quoique nouvellement acquiſe, n'en eſt pas moins ſolide; de même que la liberté de l'Angleterre, n'eſt ni plus aſſurée, ni plus inébranlable, par cela ſeul qu'elle eſt anciennement établie.

Les opérations politiques de l'Angleterre, par rapport à l'Amérique, furent conçues par la folie, & exécutées par la rage. On n'y ſauroit remarquer une ſeule démarche qui porte le moindre caractère de raiſon. Dans la guerre, elle ſemble n'avoir dirigé ſes efforts que pour nuire & pour exciter la haine. Dans ſes propo-

ſitions d'accommodement, elle a découvert une ignorance totale des hommes, & de ces principes naturels & inaltérables par leſquels ils ſont ſi généralement gouvernés. Comment ſe conduira-t-elle dans les négociations de paix, préſentes ou futures? C'eſt au temps à nous l'apprendre.

C'eſt un miſérable politique que celui qui ne connoît pas la nature humaine, & qui ne ſait pas prévoir les effets que doivent produire ſur les eſprits les meſures du Gouvernement. Toutes les fautes de la Grande-Bretagne ont eu leur ſource dans cette ignorance. L'ancien Miniſtère agiſſoit comme s'il eût penſé que les hommes *n'ont point d'ame.* Le Miniſtère actuel agit comme ſi l'Amérique *n'avoit point de mémoire,* Les uns nous croyoient incapables de ſentir les injures, les autres ſuppoſent que nous n'en pouvons conſerver le ſouvenir.

Mais une autre erreur, dans laquelle les Politiques ne laiſſent pas de tomber quelquefois, c'eſt de calculer mal, ou plutôt de juger mal les ſuites que peut avoir une circonſtance donnée. Il n'y a rien de plus commun, même dans le cours ordinaire de la vie, que de rencontrer des gens qui ſe plaignent de ce que

tels ou tels moyens ont produit des effets directement oppoſés à leurs vues, ſans faire attention qu'ils ne devroient attribuer ces mécomptes qu'à la fauſſeté de leur jugement, puiſque dans le fond, une cauſe quelconque ne peut jamais produire autre choſe que ſes conſéquences naturelles.

Il eſt fort probable que dans un Traité de paix, l'Angleterre s'efforcera de ſe ménager quelques poſtes dans l'Amérique ſeptentrionale, ſoit le Canada, ſoit Halifax, & peut-être l'un & l'autre. Je fonde cette conjecture ſur la connoiſſance d'un vice ordinaire de ſa politique qui, dans le choix des moyens, l'a toujours porté à ſe décider pour ceux dont l'effet naturel devoit être contraire à ſes intérêts & à ſon attente. Dans le fond, tout ſe réduit pour elle à examiner ſi ces établiſſemens ſont dignes de ſon attention ; & ſur-tout quelles en ſeront les ſuites en ſuppoſant qu'elle parvienne à ſe les conſerver.

Par rapport au Canada, il arrivera néceſſairement l'une de ces deux choſes; ou le pays ſe peuplera, & les Peuples ne tarderont pas à ſecouer le joug; ou il ne ſe peuplera pas, & ſous ce point de vue, il ne mérite certaine-

ment ni les frais, ni les peines de l'entretien & de la conſervation. On en peut dire autant d'Hallifax ou des contrées voiſines; mais dans le fond ces ſpéculations ſont inutiles; & les plans qu'on pourroit former d'après l'une ou l'autre des ſuppoſitions précédentes ſeront toujours vains & ſans effet. Le Canada ne ſe *peuplera jamais*, du moins pour l'Angleterre; la nature ſeule dirigera le cours des événemens dans ces climats, & fixera leur ſort dans l'avenir.

L'Angleterre peut envoyer à grands frais des Colons dans le Canada, mais les deſcendans de ces Colons ſeront Américains comme nous. Ils regarderont autour d'eux, ils verront les Etats voiſins ſouverains & libres, reſpectés au-dehors, & faiſant un commerce immenſe avec le reſte du monde. Alors l'amour naturel de la liberté, les avantages du commerce, les douceurs de l'indépendance, d'un climat moins rigoureux & d'un ſol plus riche, les attireront vers le midi; & l'Amérique finira par recueillir le fruit des peines & des dépenſes que l'Angleterre aura prodiguées.

Il ſemble que l'épreuve qu'elle vient de faire, auroit dû la dégoûter entièrement de tout projet d'établir

d'établir des Colonies ſur le continent. Le moindre eſpace qu'elle y conſervera ne fera qu'exciter la jalouſie, & ne lui produira que des querelles & des débats. Il faudra qu'elle lutte perpétuellement contre des hommes toujours prêts à ſe révolter, & qui réclameront ſans ceſſe leurs priviléges & leurs droits. Elle peut former de nouveaux établiſſemens, ces établiſſemens ſeront pour nous. Ils ne tarderont pas à faire partie des Etats-Unis d'Amérique ; & cela par le cours naturel des choſes, ſans effort, ſans artifice de notre part, & ſans qu'elle puiſſe y mettre le moindre obſtacle. Quand ces Colonies nouvelles ſeront devenues aſſez riches pour qu'elle puiſſe eſpérer d'en retirer des revenus, elles ſeront dès-lors aſſez puiſſantes pour ſe ſouſtraire à ſa domination. Les hommes s'attachent bientôt à la terre qui les nourrit ; ils s'incorporent, pour ainſi dire, avec la proſpérité locale ; les idées qu'ils auront apportées ſeront bientôt effacées par le temps, l'intérêt, les liaiſons nouvelles ; & la génération ſuivante n'en aura pas même entendu parler.

Si l'Angleterre étoit ſage, elle ſaiſiroit cette occaſion de ſe débarraſſer elle-même de tous

ſes établiſſemens dans le nord de l'Amérique ; & cela, non-ſeulement pour éviter à l'avenir les démêlés & les brouilleries, mais encore pour s'épargner des dépenſes ; car pour m'expliquer franchement ſur ce ſujet, je ne penſe pas qu'aucune Puiſſance Européenne fit ſagement d'accepter le Canada, aux conditions ſous leſquelles l'Angleterre peut le conſerver ; & dans le fait, ces ſortes d'établiſſemens ſont & ſeront conſtamment à charge à tout propriétaire étranger.

Quant à Hallifax, la guerre étant finie, & les Etats-Unis étant à la fin perdus pour l'Angleterre, cette place lui devient entièrement inutile. Un port dont on n'avoit beſoin que pour le maintien du pouvoir, ne peut être qu'un objet de dépenſe quand ce pouvoir eſt entièrement perdu. Je ne doute pas qu'il n'y ait en Angleterre bien des gens perſuadés que ces ſortes de places ſont un avantage pour la Nation ; tandis qu'au fond, bien loin de lui rapporter la moindre choſe, elles lui enlèvent au contraire annuellement une partie conſidérable de ſes revenus pour les frais de leur entretien.

Gibraltar eſt encore une autre preuve du vice

de la politique Angloiſe; un poſte dont on n'a pas beſoin en temps de paix, & qui ne peut être d'aucune utilité pendant la guerre, eſt un poſte entièrement inutile : loin de pouvoir ſervir à la ſûreté des flottes, Gibraltar a beſoin au contraire d'être défendu par une flotte ; & ſi l'on ſuppoſe que parce qu'il commande l'entrée de la Méditerranée ; il donne auſſi l'empire de cette mer & du commerce qu'on peut y faire ; la fauſſeté de cette ſuppoſition eſt démontrée par le fait, puiſque les Anglois, quoique maîtres de cette fortereſſe, n'en ont pas moins perdu tous les avantages dont je viens de parler. Dire que cela n'arrive que parce que la place eſt aſſiégée par terre & par mer, c'eſt ne rien dire, car cela aura toujours lieu en temps de guerre, toutes les fois qu'elle ſera au pouvoir de l'Angleterre, & que la France & l'Eſpagne entretiendront des flottes ſupérieures. Ainſi, quoique d'une part ce rocher inacceſſible puiſſe toujours être conſervé par les uns, il eſt toujours au pouvoir des autres de le rendre inutile, & même à charge à ſes défenſeurs.

Je ſuppoſe qu'un des principaux objets de l'Eſpagne en aſſiégeant Gibraltar eſt de montrer

aux Anglois, que quoiqu'elle ne puiſſe s'en emparer, elle peut néanmoins interdire l'entrée de ſon port à leurs flottes, & les priver ainſi des ſeuls avantages qu'ils puiſſent tirer de cette place. Mais dans le fond, le moyen le plus court de la réduire eſt d'attaquer la flotte Angloiſe; le ſort de Gibraltar dépend de la flotte qui le protège, comme la vie d'un oiſeau dépend de ſes ailes; la bleſſure qui lui en ôte l'uſage, le force en même-temps à mourir de faim.

Un autre fait ſur lequel les Anglois non-ſeulement n'ont pas réfléchi, mais qu'ils ſemblent même ignorer entièrement, c'eſt la différence eſſentielle qui ſe trouve entre la puiſſance permanente & la puiſſance accidentelle des Nations.

Par puiſſance permanente, j'entends la force naturelle, inhérente & perpétuelle d'un peuple, continuellement exiſtante, quoiqu'elle n'agiſſe pas toujours, ou que ſouvent même elle ſoit mal dirigée; & par puiſſance accidentelle, j'entends l'uſage heureux & momentané qu'une nation fait de ſes forces, en tout ou en partie.

Il y a eu ſans doute un temps, où toute nation Européenne, maîtreſſe ſeulement de huit ou

dix vaiſſeaux de guerre, ſemblables à nos vaiſſeaux de ligne actuels, pouvoit par ce moyen porter la terreur chez les autres peuples, qui n'avoient pas encore commencé à ſe former une marine, quelques fuſſent d'ailleurs pour cela leurs forces & leurs reſſources naturelles. Une telle puiſſance ne devoit être conſidérée que comme accidentelle, elle n'étoit point la meſure réelle de la force nationale; elle ne pût durer qu'autant de temps que les autres peuples n'eurent pas conſtruit un nombre égal ou plus conſidérable de vaiſſeaux. Dès qu'ils eurent atteint cette égalité, il fallut augmenter continuellement les flottes pour conſerver l'Empire; & c'eſt ainſi que le nombre des vaiſſeaux s'eſt multiplié par dégrés, ſuivant l'exigence des temps & des occaſions. Cette manière d'enviſager les choſes, réduit tout ce me ſemble à cette queſtion: quelle eſt la Puiſſance qui peut bâtir & entretenir le plus grand nombre de vaiſſeaux? La réponſe naturelle, eſt ſans doute, que c'eſt celle qui a les plus grands revenus & le plus grand nombre d'habitans, pourvu qu'elle ait d'ailleurs, par la poſition de ſes côtes, les moyens & les commodités néceſſaires.

La France étant un Royaume dans le Con-

tinent de l'Europe, & l'Angleterre une Isle dans son voisinage ; cette différence de position dut nécessairement entraîner une différence d'idées dans les Peuples de deux Empires. Les habitans de la Grande Bretagne ne pouvoient faire aucun commerce étranger, ni s'éloigner de chez eux sans le secours de la navigation ; il n'en étoit pas ainsi de la France ; c'est pourquoi l'idée de construire une marine, ne fut point pour elle comme pour l'Angleterre, le résultat immédiat de la nécessité : nous examinons seulement ici laquelle des deux Puissances doit l'emporter sur l'autre, dès qu'elles auront tourné vers le même objet leur industrie & l'emploi de leurs revenus.

La France jouit d'un revenu à peu près double de celui de la Grande Bretagne, & contient plus de deux fois autant d'habitans : elles ont l'une & l'autre la même étendue de côtes sur le canal ; la France possède en outre plusieurs centaines de milles sur la baye de Biscaye, des ports dans la Méditerranée ; & l'expérience prouve tous les jours que la pratique & l'exercice, forment des matelots comme des soldats, dans tous les pays du monde.

Si donc l'Angleterre peut entretenir cent

vaiſſeaux de ligne, la France en peut facilement entretenir cent cinquante, puiſque telle eſt à peu près la proportion naturelle qui ſe trouve entre les moyens des deux Empires. Si la France n'a pas encore déployé toutes ſes reſſources maritimes, c'eſt que juſqu'à ces derniers temps elle ne s'étoit pas aſſez occupée de ces objets; mais ſitôt qu'elle aura reconnu, comme elle le reconnoît ſans doute à préſent, qu'une marine puiſſante eſt le premier reſſort du pouvoir, elle eſt en état de faire des efforts qui lui aſſureront inconteſtablement la ſupériorité.

L'Angleterre ſuppoſe fauſſement & malheureuſement pour elle-même, que parce qu'elle eut des avantages ſur la France quand la marine françoiſe étoit inférieure à la ſienne, il eſt impoſſible qu'elle perde jamais la ſupériorité; tandis qu'il eſt facile de voir, que la France n'a jamais développé toutes ſes forces navales, & qu'elle peut un jour ſurpaſſer autant la Grande Bretagne par le nombre de ſes vaiſſeaux, qu'elle la ſurpaſſe dès-à-préſent par ſes revenus & ſa population; & c'eſt alors que celle-ci pourra déplorer les jours, où par ſon inſolence & ſon injuſtice, elle força la France à donner enfin tous ſes ſoins à la perfection de ſa marine.

Il eſt au pouvoir des flottes combinées de s'emparer de toutes les Iſles des Indes occidentales, & de rendre inutiles dans ces parages toutes les forces navales des Anglois. Si la France & l'Eſpagne veulent envoyer vers ces Iſles tous les vaiſſeaux qu'elles ont en Europe, il ne ſera pas au pouvoir de l'Angleterre de leur oppoſer l'égalité; elle ſera toujours inférieure de vingt ou trente vaiſſeaux, quand même elle ne s'en réſerveroit aucun pour la défenſe de ſes côtes, & ſon commerce étranger ſe trouveroit alors expoſé ſans défenſe aux efforts des Hollandois.

C'eſt une maxime qui, je penſe, ſera toujours regardée comme vraie, & plus particuliérement encore, en fait d'opérations navales, qu'il ne faut jamais qu'une grande puiſſance agiſſe par détachements s'il lui eſt poſſible de l'éviter: elle doit au contraire réunir toutes ſes forces, & les diriger vers quelqu'objet important, dont le gain puiſſe avoir une influence déciſive ſur la guerre. Si les Eſpagnols & les François avoient envoyé, le Printems dernier, tous leurs vaiſſeaux aux Indes occidentales, ils s'y ſeroient emparés de toutes les Iſles, & de la flotte entière de Rodney qui ſeroit à préſent

leur

leur priſonnier. Ils avoient encore outre l'avantage du nombre, celui de pouvoir faire ſubſiſter facilement leurs flottes, en tirant des Etats-Unis toutes les proviſions néceſſaires, ſans être obligés comme les Anglois de les faire venir d'Europe.

La fortune a donné quelques avantages aux Anglois, qu'ils n'étoient pas en droit d'attendre de l'infériorité de leurs flottes ; car quoiqu'elles aient fui devant les flottes combinées, cependant Rodney a eu le bonheur de rencontrer deux fois des eſcadres détachées, auxquelles il étoit ſupérieur en nombre ; la première, à la hauteur du Cap Saint Vincent, où il avoit preſque deux vaiſſeaux contre un, & la ſeconde, aux Indes Occidentales, où il avoit ſix vaiſſeaux de plus que l'ennemi. Les victoires de cette eſpèce ſe remportent pour ainſi dire d'elles-mêmes, on les gagne ſans gloire, on les perd ſans honte, & tout l'honneur en eſt au haſard, & non pas aux talens du vainqueur. Le même Amiral qui remporta ces avantages, n'avoit pu dans trois engagemens précédens faire la moindre impreſſion ſur une flotte égale à la ſienne. (1)

(1) Voyez les détails ſoit en Anglois, ſoit en François, des trois actions qui ſe paſsèrent aux Indes

L'insolence des Nations excite la haine aussi bien que celle des individus, & si l'Angleterre a beaucoup d'ennemis, on peut dire qu'elle a prodigué l'injure ; le ton du dédain & de la partialité qui caractérise sa Cour, se fait sentir particuliérement dans ces ouvrages qui se répandent à l'occasion des Anniversaires du Roi, & des renouvellemens d'années ; misérables pamphlets, destinés à éblouir un moment la multitude & à révolter les gens de goût ; & ces offenses clandestines, jointes au souvenir des anciennes vexations & des insupportables injustices qu'elle exerça sur les mers, lui ont fait enfin des ennemis de tous les peuples commerçans. Ses flottes n'étoient que l'instrument de ses rapines ; elle agissoit sur la surface de la mer, comme le requin dans le fonds de ses gouffres. D'un autre côté, les puissances combinées prennent la défense de la Cause commune, & rendront leur gloire immortelle, en rétablissant la liberté de l'Océan que toutes les Nations sont également intéressées à maintenir. Les mers sont les grands chemins du monde, & quiconque y réclame des privilèges exclu-

---

Occidentales, entre le Comte de Guichen & l'Amiral Rodney en 1780.

ſifs, uſurpe les droits des autres peuples, & mérite d'être puni par eux.

Il ſeroit peut-être utile à la tranquillité du genre humain, d'inſérer dans le prochain Traité de paix générale, un article en vertu duquel aucune Nation ne pourroit poſſéder en temps de paix plus d'un certain nombre de vaiſſeaux de guerre. Il ſemble qu'on ait beſoin aujourd'hui de quelque précaution de cette eſpèce, ſans laquelle le goût effréné pour la Marine, qui règne univerſellement, entraînera bientôt la moitié du monde ſur les mers; & je ne vois plus de raiſon qui puiſſe arrêter déſormais les progrès de cette manie, & prévenir l'accroiſſement des flottes. Une ſemblable convention ſeroit d'autant plus utile, qu'un peuple ne perfectionne effectivement ni ſes vertus ni ſes mœurs, par l'éclat ou par la puiſſance de ſa Marine. Au contraire, la vie retirée qu'exige le ſervice maritime, privant ceux qui s'y conſacrent des moyens de connoître la ſociété, n'eſt que trop propre à leur faire contracter une certaine groſſièreté d'idées & de langage, & cela ſe fait plus remarquer encore dans la Marine militaire que dans la Marine marchande, qui du moins par ſon objet, fournit aux individus qu'elle emploie quelques occaſions de ſe

34358



mêler avec les hommes & de les connoître. Au reſte, cette remarque convient également aux Marins de tous les pays, & ne peut s'appliquer aux uns plutôt qu'aux autres.

L'Angleterre vient de faire une épreuve de plus de ſept ans, qui lui a couté plus de cent millions ſterling; chaque mois qu'elle diffère à conclure la paix, lui enlève un million ſterling, ſans compter les frais ordinaires de ſon Gouvernement, qui vont auſſi à un million ſterling, ce qui porte ſa dépenſe de chaque mois à deux millions ſterling: qu'on obſerve à préſent, qu'il n'en coute pas davantage à l'Amérique, pour les frais d'une année entière, toutes charges compriſes; & qu'on juge qui des deux eſt le plus en état de continuer la dépenſe.

La Grande Bretagne doit d'ailleurs des réparations à tous les Peuples, pour les outrages qu'elle leur a faits dans toutes les parties du monde; & ce qu'elle a de mieux à faire déſormais, c'eſt de renoncer à cette conduite arrogante, qui ne peut que lui aſſurer la haine générale; de réformer ſes mœurs, de diminuer ſes dépenſes, & de vivre en paix avec ſes voiſins.

*Philadelphie, le 21 Août 1782.*

FIN.

D783
P147l4